

DOSSIER CRAS* - décembre 2022

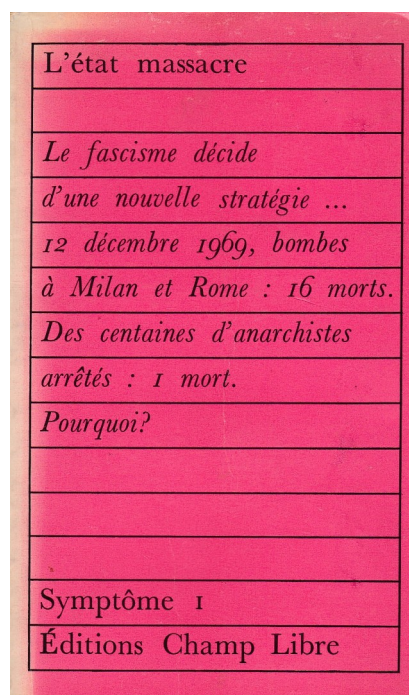


Giuseppe Pinelli

Dossier Italie : Sur l'assassinat de Giuseppe Pinelli (Milan, 1928-1969)

(Ci-dessous documents archivés au CRAS)

Dans la nuit du 15 au 16 décembre 1969 Giuseppe Pinelli, militant anarchiste, est "suicidé" dans les locaux du commissariat de Milan (Italie).



Livre en bibliothèque au CRAS, édité en mars 1971

Documents

3 à 7 : *Italie 1969, les mécanismes de la provocation et de la répression.* Texte de Marie Martin extrait de la revue *Anarchisme et non-violence*, n°23, octobre/décembre 1970.

8 à 11 : *Comment est mort Giuseppe Pinelli ?* Texte extrait de *L'État massacre*, éditions Champ libre, 1971.

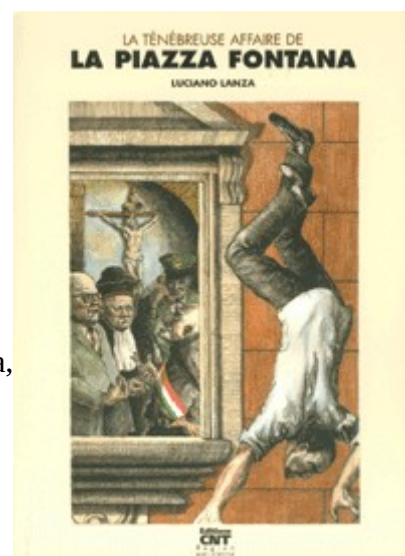
12 à 15 : *Italie l'histoire sans fin de la stratégie de la tension.* Texte de Miguel Chueca extrait de la revue *Courant Alternatif*, n°137, mars 2004.

16 à 19 : A propos du livre *Les ailes de plomb Milan 15 déc 1969 d'Adriano Sofri.* Recension de Pierre-Jean Tourman publié par le site *Acontretemps* le 13 octobre 2012.

20 à 22 : A propos du livre *Pinelli la finestra È ancora aperta* de Gabriele Fuga et Enrico Maltini. Recension par Corrado Stajano, publié par le site *Acontretemps* en 2017.

23 à 34 : *La journée des bombes chronologie essentielle* extrait de *La ténébreuse affaire de la Piazza Fontana (Bombe e segreti)* de Luciano Lanza, les éditions CNT-RP, 2004.

35 à 36 : Sur les travaux du Centre d'Études libertaires (Centro Studi Libertari) / Archive Giuseppe Pinelli de Milan (Italie) qui depuis 2018/2019 à pour objectifs : "une collecte de témoignages et de documents sur



Giuseppe Pinelli, une reconstitution des actions menées au fil des années et le partage des éléments recueillis, afin de construire une histoire participative".

Suite des documents archivés

Brochure

- *L'Etat massacre*. Document élaboré lors d'un Congrès des délégués de la FAI (Fédération Anarchiste d'Italie), des GAF (Groupes anarchistes fédérés, des GIA (Groupes d'initiatives anarchistes) et de groupes non fédérés qui s'est tenu à Carrare le 24 juillet 1971. Traduit en français et publiée par la CNT (Confédération nationale du travail).

Chant

- *La Ballade de Pinelli*, Paroles de divers auteurs Ugo Zavanella, Giancorrado Barozzi, Dado Mora, Flavio Lazzarini (tous des camarades anarchistes de Mantova), Chant Almudena Rubio, Guitare Davide Cristiani, Vidéo Brandon Jourdan, Mars 2017

Italien sous-titré en français en 2022 - <https://www.youtube.com/watch?v=BgmqRF7xJy4>

Documentaires, films

- *Documenti sur Giuseppe Pinelli*, un film (sous-titré en français) de Elio Petri et Nelo Risi, 1970, Italie. (non archivé)

- *12 dicembre* (sous-titré), un documentaire (sous-titré en français) de Giovanni Bonfanti et Pier Paolo Pasolini, 1972, Italie.

- *L'orchestre noir - Enquête sur les réseaux néo-fascistes*, documentaire de Fabrizio Calvi et Frédéric Laurent, 1997, France.

- *Piazza Fontana*, film (sous-titré en français) de Marco Tullio Giordana, 2012, Italie.

Ce film a été contesté en Italie par les libertaires et a créé plusieurs polémiques car il était basé sur des thèses réactionnaires et mensongères. Les filles de Pinelli aussi ont publiquement dénoncé le film.

- *Io ricordo, Piazza Fontana* (Je me souviens, Piazza Fontana), une fiction/documentaire (sous-titré en français) de Francesco Micciché, 2019, Italie.

- *PINO - Vie accidentelle d'un anarchiste*, Film documentaire (version française) d'animation sur l'histoire de Giuseppe Pinelli de Claudia Cipriani, scénario de Niccolò Volpati avec la collaboration de Claudia et Silvia Pinell (filles de Giuseppe), 2020, Italie.

- *D'après une histoire vraie : Giuseppe Pinelli, mort d'un anarchiste italien*, documentaire réalisé par divers réalisateurs, 2021, France.



*CRAS (Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale),

39 rue Gamelin, 31100 Toulouse, Tél : 09 51 43 19 08,

mail : cras.toulouse@wanadoo.fr, site internet : <https://cras31.info>,

Ouvert au public (Bibliothèque et archives) le mardi et le jeudi de 15h à 19h

OCTOBRE - DECEMBRE

1970



- un objecteur politique :
daniel brochier, 2
- l'objection de conscience en espagne, 9
- territoires libérés, les
crèches sauvages, 14
- italie 1969,
les mécanismes de la
provocation et de la
répression, 19
- le mouvement
anarchiste, 25
- recherches
libertaires, 30
- nous avons reçu..., 31
- un débat, marxisme et
non-violence, 36
- correspondants
locaux, 48

Anarchisme
et
Non-violence
n° 23

SOMMAIRE

ITALIE 1969

les mécanismes de la provocation et de la répression

Le 25 avril 1969, deux bombes explosaient à la Foire de Milan et à la gare, faisant plusieurs blessés légers. Le 12 décembre dans l'après-midi, une bombe plus terrible causait la mort de 16 personnes dans une banque milanaise, à la Piazza Fontana, une autre faisait des blessés et des dégâts matériels dans une banque de Rome. Quelques heures après chacun de ces attentats, des anarchistes étaient arrêtés, leurs locaux perquisitionnés et mis à sac ; l'un d'eux allait, pendant l'interrogatoire de police, « tomber » du 4^e étage et se tuer ; plusieurs autres sont encore en prison. Les attentats devaient aussi donner le prétexte d'une véritable chasse aux gauchistes de toutes allégeances, à la fouille de leurs locaux et à la réquisition de ces objets dangereux que sont les tracts et les ronéos.

L'hiver 1968-1969 avait été marqué par une série de luttes sociales en Italie, dont certaines avaient fait des morts — à Battipaglia et en Sardaigne. Les anarchistes n'avaient pas été les derniers sur le front des luttes ; certains d'entre eux, renouant — hélas — avec une vieille tradition du mouvement, s'étaient servis d'arguments explosifs. Mais les « bombes en papier » de faible puissance avaient été posées dans des endroits peu fréquentés, de nuit, devant des palais de justice ou des hôtels de ville, faisant sauter quelques moellons et laissant une tache noire sur le mur. Mais surtout, c'est une véritable vague d'attentats qui déferla sur l'Italie à cette époque : entre les bombes des séparatistes du haut Adige, celles dans les trains, celles des fascistes contre le siège d'organisations de gauche, celles des groupuscules d'excités, on a dénombré 145 attentats en 1969, douze par mois, trois par semaine... La plupart étaient sans équivoque dus à des milieux d'extrême droite, qui allaient parfois jusqu'à s'en vanter, puisqu'ils savaient bien qu'ils ne seraient pas inquiétés, qu'ils avaient la police et les groupes de pression pour eux. Quant aux attentats supposés anarchistes, ils étaient signés d'un texte, manuscrit ou polycopié, expliquant la signification de l'acte et le choix de l'objectif. Les arrestations arbitraires n'avaient pas servi à grand-chose, jusqu'à ce qu'en

avril on arrête plusieurs très jeunes gens à Milan, et que sous la pression de la torture, de la faim, de la soif, de la peur, on leur fasse « avouer » certains de ces « crimes ».

Rien cependant ne rapproche les « bombes en papier » de l'hiver de celles meurtrières d'avril et surtout de décembre. Hormis la fausse conception que la bourgeoisie, les hommes au pouvoir et les cercles d'extrême droite entretiennent de l'anarchisme. Hormis aussi, il faut le dire, une certaine responsabilité du mouvement : les anarchistes ne prônent-ils pas bien souvent la violence contre l'exploiteur, la destruction des organes du pouvoir, la disparition brutale des institutions abhorrées ? Et si leur propagande a été mal comprise, poussée à l'extrême par des désespérés, et surtout utilisée contre eux par des provocateurs, c'est qu'ils n'ont pas toujours su éviter les contresens, expliquer les contradictions historiques du mouvement. Il y a dans la mémoire des anarchistes un certain culte des héros attentateurs, de Ravachol à Caserio, de Bresci à Mariani : aujourd'hui qu'il n'est plus de mode de tuer des tsars ou des gros bourgeois, on peut être tenté d'utiliser des explosifs à d'autres endroits.

Le danger surtout, mais qui n'était pas conscient avant qu'il ne soit trop tard, c'est que des attentats dus à des provocateurs servent à affaiblir et à démanteler le mouvement anarchiste dans son ensemble. Il est aujourd'hui indubitable — la presse de gauche, un grand nombre d'avocats, d'intellectuels, de gens de toute sorte l'ont bien compris — que tel a été le cas à Milan en avril et en décembre.

On vient de publier en Italie un ouvrage intitulé « La Strage di Stato » (1), « contre-enquête » sur les attentats et la manière dont les enquêtes ont été menées. Les auteurs — militants dans différents groupes de l'opposition extra-parlementaire — sont très bien documentés sur les milieux d'extrême droite, et plutôt que de se borner à accuser la jurisprudence et à dénoncer quelques individus qui auraient posé les bombes meurtrières, c'est de toute la renaissance du fascisme en Italie qu'ils démontent les mécanismes : provocation, « entrisme » d'éléments néo-fascistes dans les mouvements maoïstes, anarchistes, étudiants, financement des organisations et des journaux nationaux-socialistes, liens avec la dictature militaire en Grèce, biographies de responsables et de militants fascistes. Simultanément, ils font un tableau de la dégradation de la situation sociale et politique dans l'Italie de ces dernières années.

Les anarchistes se sont livrés à la même analyse, même s'ils ont procédé moins systématiquement. Dès le mois d'août 1969, le bulletin de « Crocenera anarchica » — le secours international anarchiste — écrit que les arrestations de camarades milanais doivent être rappor-

(1) « Le Massacre d'Etat » ; Rome, Ed Samonà e Savelli 1970, 160 p., 500 lire.

tées aux problèmes de l'Italie tout entière, « les mêmes qu'il y a 70 ans » : déséquilibre entre le Nord et le Midi, chômage, émigration, catastrophes naturelles ou dues à la négligence, organisation de la police et des carabinieri en pouvoir parallèle. Les révoltes les plus criantes éclatent à la périphérie sociale et politique : en Sardaigne, en Sicile, au Mezzogiorno, chez des paysans, dans des bourgades ; et la répression peut s'y exercer bien plus violemment que dans les usines Fiat à Turin ou Pirelli à Milan. La répression du gouvernement vise les victimes de sa propre violence ; et les partis d'opposition, « pour conserver leur peu de pouvoir, renoncent honteusement à tous leurs principes et font l'apologie de l'ordre », donc de la réaction. « Quand les anarchistes disent qu'avec l'arrestation des anarchistes commence le fascisme », ils entendent mettre en lumière la circonstance suivante : avec la répression violente exercée contre la périphérie sociale et politique, une opération de police plus générale a commencé. Le gouvernement qui a sur la conscience Avola, Battipaglia et l'Italie tout entière continue à parler de violence sans chercher à expliquer d'où vient cette violence. »

Les attentats et leur répression ne sont donc pas un problème pour les seuls anarchistes ; mais ce sont eux qui sont physiquement les plus touchés. Dès les premières minutes de l'enquête sur les bombes criminelles de décembre, les noms de plusieurs anarchistes étaient prononcés et ils allaient être arrêtés par dizaines ; Valpreda était immédiatement le bouc émissaire désigné.

Et pourtant, qu'est-ce que de tels attentats pouvaient avoir d'anarchiste ? Le 27 décembre, « Umanità Nova », l'hebdomadaire de la F.A.I., publie un éditorial intitulé : « Nous ne nous défendons pas : nous accusons ».

« Répétons-le : il y a tant d'humanité en nous autres, les anarchistes, tant de haine contre la violence sauvage et qui se prend elle-même pour fin, que nous transformons l'horreur envers le massacre aussi monstrueux qu'inimaginable de Milan en une profonde révolte contre ceux qui tentent, cyniquement, utilisant l'émotion générale, d'associer quelque idéologie progressiste — et en particulier l'idéologie libertaire — au massacre de vies humaines, dans un froid calcul de profit. Révolte profonde que la nôtre, contre une telle profanation de la souffrance des victimes innocentes, que n'adoucit pas la sincère indignation populaire, qui n'est que passagère. Révolte qui subsistera en nous-mêmes quand tous auront oublié, comme ils ont oublié les victimes des massacres d'ouvriers, et comme la chronique est lue distraitement qui fait connaître aujourd'hui le honteux verdict condamnant les auteurs conscients de l'immonde tragédie du Vajont — 2 000 victimes de la spéculation et de l'affairisme criminel — à un seul jour de prison. »

Toutefois, la plupart des journaux anarchistes se méfient d'abord de Valpreda et des autres arrêtés. Seul Pinelli « tombé » par la fenêtre après trois jours d'interrogatoire (alors qu'il était probablement déjà mort sous les coups des policiers, alors qu'il avait un alibi irréfutable, alors qu'il était venu volontairement se faire interroger, sur sa propre moto) jouissait de la confiance et de l'estime de tous. A son enterrement, la télévision a dénombré 3 000 personnes. Le coup de force contre les anarchistes aura servi, pour quelque temps du moins, à ressouder les rangs de l'opposition extra-parlementaire.

Quant à Valpreda, il est si fortement accusé par la presse et les mouvements de l'extrême droite à une certaine gauche, on raconte tant de choses sur lui, que les milieux anarchistes doutent quelque temps. Très tôt, la Crocenera affirme cependant son innocence : c'est avant tout une conviction *politique*, car aucun anarchiste n'aurait pu commettre des attentats de ce genre, et ceux-ci s'insèrent parfaitement dans la logique de provocation-répression du gouvernement. Mais c'est aussi une conviction *technique*, à cause de son alibi, des nombreux indices en sa faveur et de la faiblesse des « preuves » contre lui. La seule qui tienne est la reconnaissance formelle d'un chauffeur de taxi, Rolandi ; mais on a appris depuis que le policier chargé de l'enquête aurait présenté une seule photo, celle de Valpreda, à ce chauffeur, en lui disant qu'il « devait le reconnaître » ; on a aussi trouvé au moins deux sosies possibles, militants d'extrême droite impliqués depuis longtemps dans de la provocation terroriste, et à qui leurs chefs auraient fort bien pu faire jouer le rôle de Valpreda. Ce dernier l'a bien compris, qui écrit dans une lettre sortie clandestinement de sa prison romaine : « Si vraiment le tueur de la Piazza Fontana a utilisé le taxi de Rolandi, c'est qu'il savait qu'il était complètement couvert et que quelqu'un d'autre serait reconnu à sa place. »

En effet, il y avait à coup sûr des provocateurs dans le groupe du « 22 mars » romain que fréquentait Valpreda : ex-militants fascistes qui avaient gardé un peu trop de relations avec leurs anciens amis, qui surtout proposaient un peu trop souvent de faire des actions terroristes, d'apprendre à confectionner des cocktails Molotov et d'autres jouets plus dangereux pour « tout foutre en l'air ». Nombreux sont les groupes d'extrême gauche et les mouvements étudiants qui ont été « infiltrés » de cette façon depuis quelques années, et pour un temps plus ou moins long, jusqu'à ce que les provocateurs et les indicateurs soient démasqués.

On a dit que les anarchistes étaient une proie plus facile à cause de leur organisation non centralisée, de leur idéologie mal définie ; mais, selon « La Strage di Stato », rares sont les groupes qui ont échappé à l'infiltration. Et si les anarchistes ont été une proie de choix, c'est surtout à cause de l'image traditionnelle du lanceur de bombes que

les classes dirigeantes cultivent dans l'opinion publique et que l'on essaie de leur faire endosser à chaque occasion.

Aujourd'hui, une douzaine de camarades sont encore emprisonnés en Italie pour les attentats d'avril et de décembre. Le plus jeune d'entre eux, Roberto Mander, écrit à « Umanità Nova » de la maison de rééducation où il a été fourré :

« Je saisis l'occasion pour demander aux juges et aux policiers où ils étaient les 25 avril et 12 décembre ? Eh bien, je pense que ces messieurs respectables étaient sortis, à cette heure fatidique, pour prendre un café ou aller aux cabinets ; mais moi, pauvre citoyen, qui garantis que je n'étais pas à la Foire ou à la Piazza Fontana plutôt qu'au café à côté du bureau ? En somme, tout citoyen pouvait se trouver en chemin, pendant ces deux heures, sans alibi solide ; l'important, c'est qu'il n'ait pas professé d'idées anarchistes ; autrement, alibi ou non, il pouvait être incriminé, parce que la seule preuve déterminante pour des délits de ce genre, c'est le credo politique ; il est donc logique (selon la logique de l'Etat) que seuls des anarchistes soient arrêtés et accusés. »

On a vu que les fascistes italiens avaient des relations étroites avec certains milieux grecs. Un document grec secret publié par des journaux anglais en automne 1969 apporte des révélations surprenantes sur les attentats d'avril :

« Chapitre II. Action concrète. A. Les actions qui devaient se réaliser antérieurement n'ont pu être réalisées avant le 20 avril. La modification de nos plans a été rendue nécessaire parce qu'un contretemps a rendu difficile l'accès au pavillon Fiat [de la Foire de Milan, où l'une des bombes a explosé — NdT.]. Les deux actions ont eu un effet remarqué. »

Par la suite, plusieurs hommes de main des fascistes ont déclaré qu'on leur avait proposé toutes sortes d'attentats, devant parfois mettre en danger des vies humaines, pour créer en Italie une psychose de coup d'Etat. Après leurs déclarations, ils ont disparu de la circulation, ou ont reçu des menaces graves, comme en reçoivent régulièrement les anarchistes qui en savent trop long ou les avocats qui cherchent trop loin.

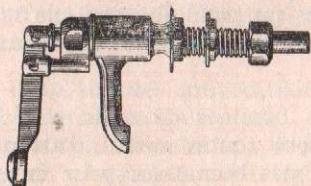
N'allons pas jusqu'à dire que les anarchistes sont purs de tout soupçon, ne portent aucune responsabilité dans les actes terroristes et dans l'escalade de la provocation et de la répression. Il faut avant tout distinguer les attentats qu'ils peuvent avoir commis — comme nous l'avons montré plus haut — et ceux qui sont étrangers à toute idéologie et à toute stratégie anarchistes. Mais il faut aussi se demander quelle part ils prennent dans la conservation du stéréotype « anar-

chie = bombe ». Pour s'en défaire, il leur faut proposer une stratégie radicalement différente, définir clairement les types d'action — les « actions exemplaires » sont à cet égard un thème à discuter — et, surtout, arrêter de jouer avec les explosifs. Quand ça fait boum, ça fait surtout plaisir à celui qui a posé l'engin, mais a-t-on jamais vu que cela fit avancer la révolution ?

Le terrorisme et la provocation posent aussi, une fois de plus, le problème de l'organisation. La chasse aux sorcières menée contre les anarchistes a permis au mouvement italien de se débarrasser d'éléments douteux et de resserrer les rangs ; mais il eût mieux valu pouvoir le faire sans tous les emprisonnements, tous les interrogatoires et toutes les perquisitions qui ont eu lieu ces derniers mois. Nous n'échapperons jamais aux provocateurs et à la suspicion de l'Etat ; au moins devrions-nous pouvoir être sûrs de nous-mêmes et des nôtres. L'insécurité et le malaise qui ont régné parmi nous, ne fût-ce que quelques jours, après les derniers attentats meurtriers, et qui renaissent à chaque événement équivoque, montrent que le doute subsiste. La création de comités contre la répression et de secours aux militants, un peu partout en Europe (2), montre que la solidarité est cependant agissante, et permettra peut-être une action de type préventif.

1^{er} septembre 1970.

Marie Martin



(2) En Italie : Crocenera anarchica, c/o Circolo Ponte della Ghisolfa, Piazzale Lugano 31, 20 158 Milano. Versements au nom d'Umberto del Grande.

4. contre-enquête

COMMENT EST MORT GIUSEPPE PINELLI

Il est environ minuit, ce lundi 15 décembre 1969. Un homme descend lentement l'escalier principal de la questure de Milan. Arrivé dans le hall de l'entrée de la via Fatabenefratelli, il s'arrête un moment, allume une cigarette. Il est indécis, il ne sait pas s'il va partir, rentrer à la maison ou bien rester encore quelques minutes, faire un dernier tour dans les bureaux de la brigade mobile, qui sont là en face de lui, de l'autre côté de la petite cour. Ces journées-là sont fatigantes pour les journalistes milanais, et lui, en particulier, se sent las, découragé : on sait déjà que, dans la matinée, un anarchiste du nom de Valpreda a été arrêté ; aurait-il vraiment quelque chose à voir avec les bombes de la place Fontana ? Et puis, dans les cellules de la questure, dans les salles de la section politique au quatrième étage, il y a encore au moins une centaine d'anarchistes et de jeunes de la gauche extraparlamentaire, qui, depuis trois jours, depuis le vendredi des bombes, sont soumis à de continuelles interrogatoires. L'homme, Aldo Palumbo, journaliste à *l'Unità* de Milan, fait les premiers pas pour traverser la cour. Il entend un bruit de chute, puis deux autres, c'est un corps qui tombe, qui heurte la première corniche, rebondit sur celle d'en dessous, et enfin s'écrase au sol, partie sur le pavé de la cour, et partie sur la terre molle de la plate-bande. Palumbo reste paralysé quelques secondes au centre de la cour, puis il s'approche du corps, distingue les contours du visage. Et immédiatement, il se met à courir en criant pour donner l'alarme aux agents de la brigade mobile, aux autres

journalistes qui, eux, sont restés dans la salle de presse. Le lendemain matin, tous les quotidiens publient en grosses manchettes la nouvelle du suicide de Pinelli. Et ceux dont les journalistes étaient en service à la questure lors de l'incident, écrivent que le suicide est survenu à 0 heure et 3 minutes. Etrangement, les jours suivants, cette heure est modifiée : la première correction est : « environ minuit », puis, après de nouveaux changements, une heure officielle est donnée : « Pinelli est mort à 11 heures 57 minutes, la nuit du lundi 15 décembre ».

Début février, l'enquête conduite par la magistrature révèle un fait particulier : l'appel téléphonique que la questure a fait cette nuit-là au central des pompiers pour réclamer l'intervention d'une ambulance, a été enregistré par un appareil spécial, et donc, on peut établir avec certitude le moment exact de cet appel, qui se révèle être 0 heure et 58 secondes. Comment est-il possible que les pompiers soient appelés deux minutes et deux secondes avant la chute de Pinelli, si celle-ci s'est produite à l'heure signalée par les journalistes présents à la questure cette nuit-là (c'est-à-dire 0 heure et 3 minutes) ? Méprise collective et assez grave pour des gens habitués à avoir des réactions automatiques, professionnelles, surtout celle qui consiste à bien regarder l'heure lorsque survient un incident de ce genre. Ce qui est sûr, c'est qu'entretemps, sont survenus deux faits étranges.

Quelques jours après la mort de Giuseppe Pinelli, deux agents de la section politique de la questure se sont présentés au central téléphonique des pompiers pour contrôler le moment exact de l'enregistrement de l'appel. Que signifie ce zèle tout à fait gratuit, étant donné que c'est la magistrature et non la police qui s'occupe de l'enquête sur la mort de Pinelli ? Pourquoi tant se préoccuper de l'heure d'appel, si les choses se sont bien passées comme on les a racontées ? La réponse pourrait être celle-ci : l'appel a été fait AVANT que Giuseppe Pinelli ne tombe de la fenêtre.

Début janvier, le journaliste Aldo Palumbo, le premier à avoir approché Giuseppe Pinelli, mourant dans la cour de la questure, trouve son appartement sens dessus-dessous. Quelqu'un est entré, a fouillé partout, a ouvert les tiroirs, renversé les meubles, fouillé dans les armoires. Des

voleurs ? Ce seraient de bien étranges voleurs : ils n'ont volé ni les 13.000 livres qui se trouvaient dans une sacoche, et qu'ils doivent pourtant avoir vu, puisque la sacoche a été ouverte, ni les quelques bijoux cachés dans une autre sacoche, également retrouvée ouverte. Deux hypothèses : ou bien les inconnus cherchaient quelque chose, quelque chose qui aurait trait au moment où le journaliste s'est approché, seul, de Giuseppe Pinelli mourant ; ou bien c'était un avertissement, une invitation à tenir leur langue pour ceux qui, comme Aldo Palumbo, pouvaient être suspectés de savoir quelque chose, par exemple avoir entendu Pinelli murmurer un nom, une phrase. Ces premiers éléments suffiraient pour formuler de graves soupçons à l'encontre de la version du suicide. En réalité, d'autres éléments renforcent ces soupçons. Les voici :

Pinelli tombe, en glissant latéralement le long du mur. Il rebondit donc sur deux corniches étroites qui se trouvent sous la fenêtre de la section politique ; conclusion : il n'y a eu aucun élan.

Il tombe sans un cri, et les médecins établiront que ses mains ne présentent aucune écorchure ; donc, il n'a aucune réaction instinctive, incontrôlable, pas même celle de se protéger avec les mains pendant la « glissade ».

La police fournit, en l'espace d'un mois, trois versions différentes sur le mécanisme du suicide. La première : quand Pinelli a ouvert tout grand la fenêtre, nous avons tenté de l'arrêter, mais sans y réussir. La seconde : quand Pinelli a ouvert tout grand la fenêtre, nous avons tenté de l'arrêter, et nous y avons partiellement réussi, dans le sens où nous avons freiné l'élan ; comme s'il s'agissait de dire : voilà pourquoi il a glissé le long du mur. Mais cette version a été donnée *a posteriori*, c'est-à-dire après que les journaux eussent relevé l'étrangeté de la chute. Enfin la dernière, la plus incroyable, fournie « en exclusivité », le 17 janvier, au *Corriere della Sera* : quand Pinelli a ouvert tout grand la fenêtre, nous avons tenté de l'arrêter, et un des sous-officiers présents, le brigadier Vito Panessa, d'un bond, « chercha à le saisir pour le sauver ; il ne lui resta en main qu'une des chaussures du suicidé ». Les journalistes qui sont accourus aussitôt après l'alarme lancée par Aldo Palumbo, se rappellent très

bien que l'anarchiste avait ses deux chaussures aux pieds.

Puis, la police fournit également deux versions différentes sur le mobile du suicide. Première version : Pinelli était impliqué dans les attentats, son alibi pour l'après-midi du 12 décembre s'était écroulé, et se sentant alors perdu, il a choisi la solution extrême, en criant : « C'est la fin de l'anarchie ! » Seconde version, également fournie *a posteriori*, après que l'alibi se fut révélé absolument valable : Pinelli, innocent, brave garçon, personne d'entre nous ne réussit à s'expliquer son geste.

En donnant cette seconde version, la police affirme également que la tragédie a éclaté au cours d'un interrogatoire légal, qui se déroulait dans une atmosphère détendue et courtoise, avec échange de cigarettes et autres délicatesses de ce genre¹. L'anarchiste Pasquale Valitutti, un des nombreux militants arrêtés qui ont rempli les cellules de la questure entre le vendredi des bombes et le lundi suivant, a, au contraire, fourni ce témoignage :

« Dimanche après-midi, j'ai parlé avec Pino (Pinelli) et avec Eliane, et Pino m'a dit qu'ils lui faisaient des difficultés pour son alibi, dont il se montrait très sûr. Il m'a dit également qu'il était persécuté par Calabresi, et qu'il avait peur de perdre son emploi aux chemins de fer. Dans la soirée, un fonctionnaire se mit en colère parce que je parlais avec les autres, et il m'a fait mettre dans le secrétariat qui est contigu au bureau de Pagnozzi (un autre commissaire de la section politique, comme Calabresi, N. d. R.) : j'ai eu l'occasion d'entendre quelques bribes des ordres que Pagnozzi laissait à ses subordonnés pour la nuit. D'après ces quelques phrases, je peux affirmer qu'il a dit de réserver à Pinelli un traitement spécial, de ne pas le laisser dormir, et de le tenir sous pression pendant toute la nuit. La nuit, Pinelli a été emmené dans une autre salle, et le matin, il m'a dit qu'il était très fatigué, qu'ils ne l'avaient pas laissé dormir, et qu'ils continuaient à lui répéter que son alibi était faux. Il m'a semblé plein d'amertume. Nous sommes restés toute la journée dans la même salle, celle où on sert le café, et nous avons pu échanger quelques phrases. Moi, je lui ai dit : "Pino, pourquoi en ont-ils après nous ?" ; et lui, très amer, m'a répondu : "Oui, ils en ont après moi".

Toujours dans la soirée de lundi, je lui ai demandé s'il avait signé des procès-verbaux, et il m'a répondu que non. Vers 20 heures, il a été emmené, et quand j'ai demandé à un gardien où il était, il m'a répondu qu'il était rentré chez lui. J'ai pensé que c'était à mon tour de subir l'interrogatoire, certainement plus serré que ceux qui avaient eu lieu jusqu'alors : j'avais cette impression précise. Un peu après, vers 23 heures 30, j'ai entendu des bruits suspects, comme une bagarre, et j'ai pensé que Pinelli était encore là, et qu'ils étaient en train de le frapper. Peu de temps après, il y eut un changement de garde, c'est-à-dire le remplacement du planton qui finissait son tour de garde à minuit. Peu après, j'ai entendu comme des chaises qui se renversaient, et j'ai vu des gens qui couraient dans le couloir vers la sortie, en criant : " Il s'est jeté par la fenêtre ! " A mes questions ils ont répondu que Pinelli s'était jeté par la fenêtre ; ils m'ont dit également qu'ils avaient cherché à le retenir, mais qu'ils n'y avaient pas réussi. Calabresi m'a dit qu'ils étaient en train de parler de Pietro Valpreda en plaisantant, me faisant clairement comprendre qu'il était dans la salle au moment où Pinelli est tombé. Et puis, ils m'ont dit que Pinelli était un criminel, qu'il trempait dans toutes sortes d'affaires, et qu'il savait beaucoup de choses sur les attentats du 25 avril. Cela m'a été dit par Panessa et Calabresi, tandis que deux autres policiers me tenaient sur une chaise, quelques minutes après ce qui est arrivé à Pinelli. Je précise en outre que dans la position où je me trouvais, je pouvais voir parfaitement la partie du couloir que Calabresi aurait dû nécessairement parcourir pour se rendre dans le bureau d'Allegra, et que dans les minutes précédant l'événement (c'est-à-dire la chute de Pinelli, N. d. R.), Calabresi n'est absolument pas passé par cette partie du couloir ². »

Donc, le dernier interrogatoire de Giuseppe Pinelli n'a pas été aussi tranquille qu'on cherchait à le faire croire, et il est également faux qu'au moment de la chute, le commissaire adjoint Luigi Calabresi ne fût pas présent dans la salle. Mais pourquoi ces mensonges ? La réponse peut être trouvée dans un article publié par l'hebdomadaire *Vie Nuove* dans les semaines suivantes.

« Quand l'anarchiste fut transporté dans la salle de réani-

mation de l'hôpital Fatebenefratelli, il avait perdu connaissance, il avait un pouls assez bon, mais la respiration était très insuffisante, ce qui pouvait être dû à des causes organiques (c'est-à-dire le grand choc de l'impact sur le sol, ou quelque chose d'autre) ou bien psychologiques (c'est-à-dire l'état de tension précédant la chute ; mais cela semblait une éventualité moins plausible). Ce qui étonna le plus les deux médecins, ce fut que le corps, au moins après un examen superficiel, ne présentait aucune lésion externe, ni ne perdait de sang par les oreilles et par le nez, comme cela aurait dû être si Pinelli avait heurté violemment le sol avec la tête.

« Une constatation qui suscite une autre question chez ceux qui n'ont jamais cru à la version du suicide : s'il est vrai, comme il semble, que l'autopsie a révélé une lésion bulbaire à la hauteur du cou, lésion qui aurait été produite par le heurt de la tête sur le sol, comment se fait-il que les oreilles et le nez ne saignaient pas, et que la tête ne présentait aucune lésion évidente ? Logiquement, on arrive donc à formuler une seconde question : n'est-il pas possible que cette lésion au cou ait été provoquée AVANT la chute ? Comment et par quel moyen ? Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour le deviner : il y a longtemps que, dans les écoles de police, on enseigne cet antique art japonais de donner des coups avec le tranchant de la main, le karaté.

« Si ces deux médecins avaient été interrogés, ils auraient pu évoquer un autre épisode. Cette nuit du 16 décembre, dans le hall de l'hôpital Fatebenefratelli, régnait une grande confusion. Tout l'état-major de la police milanaise, y compris le questeur Marcello Guida, s'y était transféré. Mais la police était également présente à l'intérieur de la salle de réanimation, où les deux médecins cherchaient vainement à maintenir en vie Giuseppe Pinelli. Tranquille, silencieux, très peu troublé par la vue de l'opération de trachéotomie et d'oxygénisation à laquelle l'anarchiste était soumis, un policier en civil, chemise et cravate, moustache noire, un insigne à la boutonnière, ne s'éloignait même pas un instant du petit lit où Pinelli était en train de mourir, attentif à recueillir chacun de ses râles. (...) Qui lui a donné l'ordre d'entrer dans la salle, accomplissant ainsi un abus d'autorité qui

n'est pas toléré dans les hôpitaux ? Et pourquoi est-il entré ? Que pensait-il, ou que craignait-il que Pinelli pût dire avant de mourir ? »

Les résultats de l'autopsie, de laquelle ont été exclus les experts qualifiés, ne sont pas rendus publics. Des deux médecins — Gilberto Bottani et Nazareno Fiorenzano — qui ont tenté de sauver Giuseppe Pinelli, seul le second sera interrogé par le procureur Giuseppe Caizzi, le magistrat à qui est confiée l'enquête sur la mort de Pinelli. Il ne sera interrogé que de nombreuses semaines plus tard, et seulement sur les instances des avocats de la femme de l'anarchiste. L'enquête se conclura en mai 1970 par un verdict sibyllin de « mort accidentelle » (ce ne serait donc pas un suicide, si la langue italienne a un sens. Mais alors la police a menti) ³.

Sitôt après que le docteur Nazareno Fiorenzano ait été interrogé, circule, dans le Palais de Justice, un bruit selon lequel la police l'a fermement « averti » que le cas Pinelli est une affaire à classer, et qu'il serait préférable qu'il ne se pose pas trop de questions. Mais que peut avoir remarqué ou compris le médecin de garde devant le corps de Pinelli mourant ? Le témoignage qu'il donne à un collègue avant d'être interrogé par le magistrat, est celui-ci :

« 1) Les infirmiers qui relevèrent le corps de Giuseppe Pinelli eurent l'impression qu'il était déjà mort. 2) Le massage cardiaque externe lui fut pratiqué par un infirmier nommé Luciano. 3) Ce n'est qu'exceptionnellement — et tout au plus chez les vieillards qui ont un squelette rigide — que le massage cardiaque peut produire des fêlures costales. 4) Depuis le moment où il fut relevé, et jusqu'à sa mort, Pinelli n'a émi ni une plainte, ni une parole. 5) Quand il arriva au service des urgences de l'hôpital Fatebenefratelli, Pinelli n'avait ni pouls, ni pression artérielle, ni respiration. Il semblait que son cerveau ne fonctionnait plus ; mais le docteur Fiorenzano n'eut pas l'impression qu'il y avait fracture de la boîte crânienne ; il ne perdait de sang, ni par les yeux, ni par le nez, ni par la bouche. 6) Il présentait une éraflure au cuir chevelu, comme causée par un coup tangentiel. Il présentait aussi des éraflures aux jambes. Lésion bulbaire ? Mains intactes. 7) Pinelli subit une trachéotomie, et d'au-

tres tentatives de réanimation. Le pouls et la tension revinrent. Souffle périodique qui confirmerait la lésion bulbaire. Le manque de réflexes, etc., confirme que (paroles textuelles) "il s'agissait d'un mort auquel nous avons redonné un peu de vie végétative". Réanimation suspendue après 90 minutes. 8) Le questeur Marcello Guida arriva trois minutes après Pinelli. Il dit au docteur Fiorenzano qu'il était fortement "soupçonné". Quand le docteur Fiorenzano lui répondit qu'il ne pouvait rien faire contre l'irréparable, il eut l'air de s'excuser et s'en alla. 9) Le docteur Fiorenzano ignorait l'identité du blessé, qui ne lui fut pas donnée par les policiers. Son insistance à la connaître les irrita beaucoup. 10) Les policiers répétaient, tous avec les mêmes mots, qu'il s'était jeté par la fenêtre. Il semblait qu'ils répétaient une formule. »

A MILAN AUSSI, UN 22 MARS SERAIT UTILE

La version du suicide se révèle d'autant plus incroyable dès lors que l'on considère les raisons qui auraient dû pousser Pinelli à se tuer. Il n'existe pas de raisons subjectives (aiguilleur chef aux chemins de fer, Pinelli était un homme sain, en bonne forme physique et psychologique, avec une vie familiale solide, etc.), pas plus que de raisons objectives. Son alibi est authentique, et il le sait. Les menaces, les chantages auxquels il est soumis durant les deux premiers des trois jours qu'il passe à la questure, du vendredi des bombes au lundi suivant, ne sont pas nouveaux pour Pinelli : c'est depuis septembre, depuis les jours de la grève de la faim organisée en solidarité avec les anarchistes emprisonnés pour les attentats du 25 avril à Milan, que les hommes de la brigade politique le persécutent, cherchent à l'intimider en agitant le spectre du licenciement, en évoquant les conséquences que son militantisme politique pourrait avoir pour sa famille. Et même la tentative finale, une demi-heure avant le « suicide », de lui laisser entendre qu'il était indirectement impliqué dans le massacre, même cela ne donne aucun résultat. On lui démontre, ainsi qu'il ressort de l'examen de son carnet kilométrique de

Les bombes et les secrets L'histoire sans fin de la piazza Fontana

La récente sortie, en France, du film Buongiorno, notte de Marco Bellochio, suivie, peu après, par la nouvelle de l'arrestation du romancier Cesare Battisti pour des faits remontant aux années 70, ont fait resurgir, une fois de plus, la mémoire des « années de plomb »¹, et tout particulièrement des actions armées des groupes d'extrême gauche de l'époque, qui débouchèrent, en 1978, sur l'assassinat d'Aldo Moro, le leader de la démocratie-chrétienne favorable au compromis historique proposé par le PCI au lendemain du coup d'État chilien du 11 septembre 1973.

Ce n'est probablement pas par hasard si la mémoire de ces faits a rejeté dans une ombre à peu près totale le souvenir des événements qui marquèrent l'entrée du pays dans une longue période de violences politiques. Il est pourtant impossible de comprendre la radicalisation qui s'opéra au sein d'une partie de l'extrême gauche italienne au milieu des années 70 si on ignore tout des événements des années antérieures.

1923. Après avoir donné la parole à des membres du groupe libertaire du Ponte della Ghisolfa, qui qualifient d'« erreur » l'attentat commis alors par des anarchistes, le journaliste se demande si « ce vendredi, il n'y aurait pas eu une erreur » du même genre.

« La fureur de la bête humaine »

Dès le 17 décembre, la question ne se pose plus. Ce jour-là, tous les journaux paraissent avec la photo de Pietro Valpreda à la « une ». Et si certains se contentent d'informer de l'arrestation de ce danseur anarchiste, dont on ne se prive pas de rappeler qu'il eut autrefois maille à partir avec la police, la majorité ne fait pas précisément dans la dentelle. Qu'on en juge : « Valpreda est perdu » (*Corriere d'informazione*), « L'assassin est arrêté : il s'agit de l'anarchiste Pietro Valpreda » (*Il Tempo*), tandis que *Il Secolo d'Italia* préfère parler, pour sa part, de l'arrestation « d'un communiste ». *Il Mattino* annonce qu'on a capturé « le terroriste qui a commis le massacre » tandis que *Il Tempo* n'hésite pas à écrire que « le monstre est un communiste-anarchiste, danseur de music-hall ». Quant à la télévision, elle fait entendre le même son de cloche, puisque, au journal télévisé du soir du 16 décembre, le journaliste Bruno Vespa déclare benoîtement que « Pietro Valpreda est un coupable, il est un des responsables du massacre de Milan » et ajoute-t-il, pour le cas où cela ne suffirait pas, « des attentats de Rome ». C'est un certain Vittorio Notarnicola du *Corriere d'informazione* qui va donner le coup de pied de l'âne à Valpreda dans un article intitulé « La fureur de la bête humaine », qui mériterait de figurer, en très bonne place, dans une anthologie de l'infamie journalistique⁴.

Mais d'où vient cette assurance d'une grande partie de la presse, et comment a-t-on pu remonter si vite

Les bombes du 12 décembre 1969

De fait, tout – ou presque – commence le 12 décembre 1969, quand une bombe posée à la Banque de l'agriculture, sur la piazza Fontana de Milan, explose au beau milieu de l'après-midi, causant 16 morts et une centaine de blessés². Presque au même moment, à la Banque commerciale italienne de la piazza della Scala, on découvre, dans un sac noir abandonné près d'un ascenseur, une autre bombe dont le mécanisme s'est enrayé. Enfin, la journée se conclut par deux autres explosions, à Rome cette fois-ci. Une bombe déposée dans un couloir souterrain de la Banque nationale du travail située via Veneto cause une quinzaine de blessés, avant que deux autres engins, de moindre puissance, visant l'Autel de la Patrie de la piazza Venezia, ne blessent un carabinier et trois passants. L'Italie, sans le savoir encore, vient d'entrer dans l'ère des massacres, dont le point culminant se situera le 2 août 1980, quand une bombe placée dans la gare de Bologne sera cause de la mort de 80 personnes et de plusieurs dizaines de blessés. Entre-temps, il

aura eu l'attentat contre le train « La freccia del sud », le 22 juillet 1970 (6 morts et 139 blessés) ; celui de Peteano, le 31 mai 1972 (3 morts, un blessé) ; celui de Brescia, le 28 mai 1974, qui frappe une manifestation anti-fasciste (8 morts et presque 100 blessés), et enfin, le 4 août de la même année, l'attentat contre le train « Italicus » (12 morts et 48 blessés).

Pour revenir aux bombes de décembre 69, il convient de noter qu'elles marquent l'apogée d'une impressionnante série d'actes terroristes commis tout au long de l'année : rien de moins que 145, soit 12 par mois, ou, si on préfère, un tous les trois jours. De ces actions, 96 sont officiellement imputables à des groupes d'extrême droite, soit à cause des cibles visées (sièges de partis de gauche, monuments en honneur des partisans, synagogues, etc.) soit parce que leurs auteurs ont été identifiés. Les autres sont d'origine plus incertaine, à l'instar des attentats des 8 et 9 août contre des trains³. D'autres, enfin, sont attribués aux anarchistes : c'est le cas des attentats qui ont eu lieu à Milan en avril, le mois le plus « chaud » de l'année, avec un total de 45 actes terroristes. Ceux du 25 de ce mois ont

frappé le pavillon de la Fiat installé à la Foire de Milan, et les locaux du bureau des changes de la Banque nationale des communications, sis à la gare centrale de la même ville. Au vu des objectifs visés par ces deux attentats, qui n'ont fait que quelques dizaines de blessés légers, la police a procédé à l'arrestation d'une quinzaine de libertaires.

C'est encore vers eux que, quelques heures à peine après l'attentat de la piazza Fontana, se dirigent les soupçons. Le soir même, le juge Amati et le commissaire Calabresi font savoir à la presse que c'est du côté des anarchistes qu'il faut aller chercher les coupables. Aussitôt dit, aussitôt fait : le lendemain, on lance un raid contre les milieux anarchistes, dont témoigne l'article paru le 15 décembre en première page du *Corriere della Sera*, où le journaliste Arnaldo Giuliani annonce l'arrestation de 27 « extrémistes », dont la plupart appartiennent à des « groupes néo-anarchistes liés à des organisations internationales ». Dans les pages intérieures du quotidien, un autre journaliste, Enzo Passanisi, rappelle le « précédent » de l'attentat commis par des anarchistes au théâtre Scala le 23 mars

au « responsable » des attentats du 12 décembre ? À en croire la police, c'est grâce au témoignage spontané d'un chauffeur de taxi, Cornelio Rolandi, qui est venu déclarer que, le 12 décembre dans l'après-midi, il avait déposé un client près de la Banque nationale de l'agriculture : l'homme, qui s'épargnait de la sorte une marche d'environ 135 mètres, serait descendu avec une mallette noire à la main, aurait repris le taxi quelques instants plus tard, les mains vides, avant de se faire conduire via Albricci et de disparaître dans la nature, non sans avoir laissé un souvenir immortel au chauffeur de taxi. Les enquêteurs pensent alors à confronter celui-ci à Valpreda, qui, victime du raid opéré par la police dans les milieux anarchistes, a été transféré à la *questura* de Rome pour y être interrogé. On fait donc venir le chauffeur de taxi à la capitale pour une séance d'identification. Valpreda est mis en compagnie de quatre policiers, et évidemment, parmi les présents, Rolandi « reconnaît » sans peine son client du 12 décembre, l'homme qui a trouvé bon de prendre un taxi pour aller commettre un attentat. Il le « reconnaît » d'autant plus aisément qu'il avoue en toute candeur ce qui suit : « Les carabinieri de Milan m'ont montré une photo dont on m'a dit que c'était celle de la personne que je devais reconnaître », une déclaration qui obligera, en 1972, le substitut Vittorio Occorsio à d'assez inconfortables contorsions pour tenter de prouver que la phrase du chauffeur de taxi n'avait pas du tout le sens qu'un vain peuple, ignorant des ressources de la dialectique, lui avait attribué. Quant à Rolandi lui-même, il n'en dira pas plus, puisqu'il a la riche idée de mourir, bien avant l'âge, le 16 juillet 1971.

Mort « accidentelle » d'un anarchiste : Pinelli défénestré

Toutefois, quand Pietro Valpreda est arrêté et désigné à la vindicte publique par une presse qui, grâce au témoignage « spontané » de Cornelio Rolandi, croit avoir trouvé en lui le « monstre » responsable du massacre du 12 décembre, la bombe de la piazza



Giuseppe Pinelli

Fontana a déjà fait une victime de plus en la personne de Pino Pinelli, un militant bien connu des milieux de l'extrême gauche milanaise. En effet, dans la nuit du 15 au 16 décembre, ce cheminot libertaire, déjà inquiété après les attentats du mois d'août, tombe de la fenêtre du bureau de la *questura* où il était interrogé par les services du commissaire Calabresi. Pour la police, la cause est entendue : sentant qu'il s'enfermait dans ses explications, Pinelli aurait choisi de mettre fin à ses jours. Pour faire bonne mesure, les policiers présents certifient qu'il se serait précipité par la fenêtre en criant : « C'est la fin de l'anarchie ». À dire vrai, ils fourniraient toutes sortes d'explications de l'événement, toutes plus piteuses les unes que les autres, et toutes également ridiculisées par Dario Fo dans sa pièce *Mort accidentelle d'un anarchiste*. Un exemple, digne des meilleures comédies italiennes : l'un d'entre eux soutiendra qu'il aurait essayé de retenir Pinelli en le prenant par une de ses chaussures, qui lui serait restée dans la main : or, des témoignages fiables ont établi que le cadavre de Pinelli avait bel et bien ses deux chaussures aux pieds. En désespoir de cause, une fois écartée la thèse du suicide, le juge milanais D'Ambrosio inventera pour la circonstance une notion absolument inédite dans les annales de la

médecine, à savoir le *malore attivo*, ce « malaise actif » et malvenu qui aurait fait chuter Pinelli du quatrième étage de la *questura* de Milan. Un accident, donc. C'est sur cette trouvaille que, le 27 octobre 1975, ce juge fera fond pour clore l'enquête sur la mort de Pinelli, une bonne fois pour toutes. En revanche, rien de sérieux ne sera fait pour infirmer, ou confirmer, la thèse qui avait couru dans toute la ville, à savoir que Pinelli était déjà mort, d'un coup de karaté asséné sur la nuque, quand il fut jeté de la fenêtre du bureau de Calabresi.

Le « choix » de Pietro Valpreda

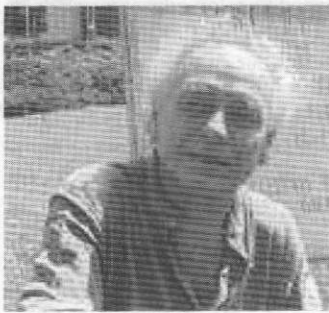
On a vu que, le soir même des attentats, Amati et Calabresi invitent à chercher les coupables du massacre du côté des anarchistes. Il y a plus, en vérité. C'est très précisément vers Valpreda que s'orientent les soupçons du « commissario Finestra »⁵. Quelques heures à peine après l'attentat, celui-ci se présente au local anarchiste de la via Scaldasole pour demander aux deux présents, Sergio Arda et Pino Pinelli, des nouvelles de « ce fou de Valpreda et de sa bande de gamins » du groupe libertaire du 22 mars. La police est très bien informée, semble-t-il, des propos incendiaires que tient Valpreda dans les cafés du quartier de Brera à Milan ou dans les petits bulletins auxquels il lui arrive de collaborer, comme ce *Terra e libertà* où, sous le titre « Ravachol è risorto »⁶, il a exalté l'action des « jeunes prêts à tenir leur rôle d'ennemis de l'État et à crier « Ni Dieu ni maître » avec le poignard de Caserio, le pistolet de Bresci, la mitraillette de Bonnot, les bombes de Filippi et d'Henry ».

Et comment pourrait-elle ne pas l'être si le « compagnon Andrea », l'un des membres du petit cercle du 22 mars (le groupe des jeunes activistes liés à Valpreda), n'est autre qu'un fonctionnaire de police du nom de Salvatore Ippolito. Ce n'est cependant pas de lui que viendront les principales accusations portées à l'encontre de Valpreda, mais d'un autre des membres du groupe, un étudiant en philosophie appelé Mario Merlino. Celui-ci, interrogé par la police de Rome le 13 décembre, n'a rien de plus pressé que d'avouer que ses camarades disposent d'un dépôt d'armes et d'explosifs, situé, à l'en croire, sur la via Tiburtina, à Rome. C'est donc là que les policiers vont emmener Valpreda, le 16 décembre, à deux heures du matin, pour qu'il leur indique le lieu où est censé se trouver le dépôt d'armes signalé par son « camarade », le très bavard Mario Merlino. Inutile de dire que les policiers reviendront bredouilles de leur expédition nocturne, n'ayant trouvé sur la via Tiburtina que des tessons de bouteille et de vieilles boîtes de conserves.

Mais qui est ce Mario Merlino qui vient de rendre un si piètre service à ses camarades du 22 mars ? De fait, peu de mois avant les faits, cet étudiant de 25 ans, fils d'un fonctionnaire au Vatican, était connu en tant que militant de l'organisation néo-fasciste *Avanguardia nazionale*, à laquelle il appartenait depuis l'âge de 18 ans. En mars 1968, il a fait partie d'un groupe de 200 militants fascistes venus affronter les étudiants d'extrême gauche qui occupaient l'université La Sapienza de Rome. Le mois suivant, il a séjourné en Grèce, à l'occasion d'un voyage organisé par les chefs fascistes Pino Rauti et Stefano Delle Chiaie, qui avaient répondu à l'invitation faite par l'ESESI, l'association des étudiants fascistes grecs à l'étranger. Puis, soudain, à son retour en Italie, Mario Merlino se « convertit » à l'anarchisme, se met à porter la barbe et laisse pousser ses cheveux. S'introduisant peu à peu dans les petits cercles militants, il finit par se retrouver aux côtés de Valpreda et de quelques jeunes activistes déçus de l'inertie des groupes de la FAI. Il n'a d'ailleurs pas cherché à cacher ses origines à ses nouveaux camarades : même après son arrestation,



Tableau représentant la défénestration de Pinelli



Pietro Valpreda

le bon Valpreda continuera à croire à la sincérité de ce nouveau venu.

La où le bât blesse, c'est que, malgré cette sincérité supposée, Merlino n'a jamais cessé de fréquenter ses « ex » amis d'Avanguardia nazionale, à commencer par celui qui est leur leader à Rome, Stefano Delle Chiaie, alias « er caccola »⁷. C'est d'ailleurs ce dernier qui lui fournira le seul alibi dont il pourra se prévaloir pour l'après-midi du 12 décembre. Longtemps après, dans un entretien paru dans *L'Europeo* en 1981, Merlino exprimera encore l'estime qu'il porte au chef fasciste romain.

Quant à Valpreda, ex-délinquant juvénile, demi-marginal, isolé même du milieu anarchiste par ses déclarations intempestives et son désir d'action, on voit qu'il avait tout, au fond, pour remplir le rôle que les véritables auteurs des attentats du 12 décembre avaient décidé de lui faire jouer. « Il a été choisi à l'avance, écrit L. Lanza. Si la situation politique devait l'exiger, il pourrait être un bouc émissaire très commode ». Et il l'a été deux fois, par les fascistes d'Avanguardia nazionale et par les services de la police politique.

La piste noire

Mais, alors que la presse bat le tambour contre le « fou sanguinaire », « la bête humaine » et autres gracieusetés, une autre vérité commence à se faire jour, fort éloignée du scénario concocté par les maîtres d'œuvre du 12 décembre, avec lequel la presse va amuser la galerie pendant quelques semaines encore⁸.

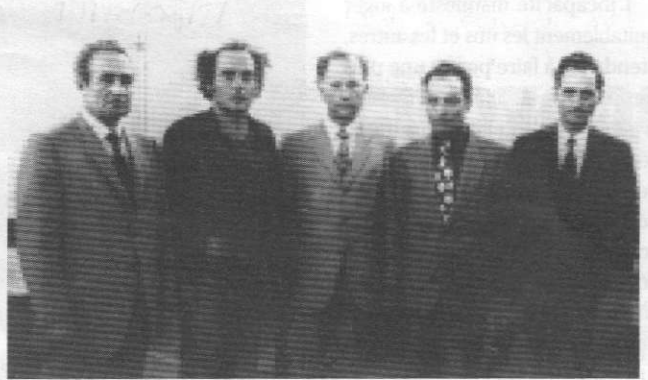
C'est le 15 décembre, c'est-à-dire le jour même où Valpreda est arrêté, qu'un professeur de français de Vittorio Veneto, Guido Lorenzon, se présente chez un avocat de

cette ville pour lui faire part de ses soupçons quant à la possible participation d'un de ses amis, le libraire néo-nazi Giovanni Ventura, dans les attentats qui viennent de mettre l'Italie entière en émoi.

Les trouvailles qu'on fera dans les années qui suivent vont permettre de répondre, en partie du moins, à la question que se posaient les rédacteurs du bulletin de la Crocenera, dans le numéro immédiatement postérieur aux attentats des 8 et 9 août : « Dans cette terrible année 1969, nous nous demandons : que diable se passe-t-il en Italie ? ». Si, dès ce mois d'août 69, les rédacteurs de ce bulletin anarchiste avaient l'intuition que quelque chose était d'ores et déjà en gestation, et que les libertaires auraient à en payer les conséquences, ils ne pouvaient pas savoir alors que tout cela répondait à une stratégie imaginée dans des cercles touchant à la fois aux services secrets et aux groupes d'extrême droite du pays. Cette stratégie est exprimée sans détours dans un document qu'on saisira en 1974 dans les locaux de l'Aginter Press de Lisbonne, une organisation d'extrême droite dirigée par un ex-officier OAS, Yves Guillou, alias Ralph Guérin-Sérac⁹. Intitulé *Notre action politique*, on y expose les principes de ce qu'on désignera sous l'expression de « stratégie de la tension », par laquelle, en commettant des attentats attribués à l'extrême gauche, on visait à créer un climat de peur favorable à l'instauration d'un régime ultra-autoritaire.

Une justice qui bafouille

Ce n'est que le 13 avril 1971, soit près d'un an et demi après les premiers aveux de Lorenzon, que Giancarlo Stiz, juge d'instruction à Trévise, émet un mandat d'arrêt contre trois nazis-fascistes de la région vénitienne – Giovanni Ventura, Franco Freda et Aldo Trinco – pour leur participation supposée à plusieurs des attentats de l'année 1969, et il faudra attendre encore le 22 mars 1972 pour que les juges Stiz et Calogero les impliquent dans les faits de décembre 69. Du coup, quand commence à Catanzaro, le 25 janvier 1975, le procès pour le massacre de la piazza Fon-



Qui est Valpreda ? Il est parmi ces cinq personnes, a-t-on affirmé au chauffeur de taxi qui l'« identifia » !

tana, Valpreda et ses amis du 22 mars se retrouvent sur le banc des accusés aux côtés de nombreux militants d'extrême droite et de quelques agents du SID, les services secrets italiens. Le 23 novembre 1979, la cour d'assises de Catanzaro condamne plusieurs de ces derniers – les nazis-fascistes F. Freda et G. Ventura ainsi que Guido Giannettini, qui porte une double casquette de journaliste et d'agent du SID – pour leur responsabilité dans le massacre de la piazza Fontana.

Mais ils seront tous acquittés pour insuffisance de preuves dès 1981, un jugement confirmé en 1985. La justice ne s'arrêtera pas en si bon chemin, du reste, puisque le même scénario va se répéter pour les responsables de l'attentat contre l'express Rome-Munich en 1974, et pour ceux du massacre de 1980. « Si dans un premier temps, l'enquête sur la tragédie de la gare de Bologne sembla devoir conduire vers les coupables, il s'avéra rapidement que c'était un leurre », écrit Jacques Geogel dans son livre *L'Italie au XXe siècle*¹⁰. Dans ce dernier cas, un juge bolognais inculpe 16 personnes, dont un ex-directeur adjoint des services secrets italiens et le chef de la loge maçonnique P2, le très sulfureux Licio Gelli.

Mais ici encore, les premières condamnations seront suivies d'acquittements ou de réductions de peine, au motif d'insuffisance de preuves. Au bout du compte, la justice ne sait toujours pas qui est responsable des attentats du 12 décembre 69 ou de la gare de Bologne, et tout porte à croire que personne ne paiera jamais pour ces crimes. Il n'y a pas de fin à l'histoire de la piazza Fontana.

Les deux terrorismes

Dans l'expression « les années de plomb », on tend à englober indistinctement les violences dont se sont rendu coupables les « deux terrorismes », le rouge et le noir, renvoyés dos à dos dans une égale réprobation. Mais, de fait, si on y regarde d'un peu plus près, on voit aussitôt que nombre des analystes de la vie politique italienne sont enclins à mettre l'accent sur l'un bien plus que sur l'autre. Ainsi, dans le livre cité plus haut, le docte professeur J. Geogel consacre *une demi-page*, pas plus, au « terrorisme de droite », contre près de cinq pages au « terrorisme de gauche », traité sous deux rubriques différentes : « Le terrorisme rouge », pp. 104-106, et « Le déclin du terrorisme », pp. 110-112, qui ne concerne strictement que le « terrorisme rouge ». Par là, ces commentateurs ne font que répéter, à leur manière, le geste par lequel la société italienne – ou, plus précisément, ses faiseurs d'opinion – a réussi à rejeter dans l'ombre la violence de groupes d'extrême droite manœuvrés en sous-main par une partie des services secrets du pays, pour ne plus retenir que celle qui lui succède quelques années plus tard : il faut se souvenir que le terrorisme rouge ne commence à tuer, pour sa part, que vers le milieu des années 70. L'opération est d'autant plus aisée que, comme on vient de le rappeler, les procès intentés aux fascistes soupçonnés d'être à l'origine des massacres mènent invariablement à des impasses, alors que les responsables de l'autre terrorisme sont connus, identifiés, jugés et lourdement condamnés. La justice italienne bafouille, certes, mais il y a pire : elle n'y voit que d'un œil.

L'incapacité manifeste à juger équitablement les uns et les autres, la tendance à faire porter une plus lourde responsabilité au terrorisme de gauche qu'à celui de droite, ce même professeur en fournit une preuve de plus dans son livre cité précédemment, quand il qualifie le terrorisme de gauche de « plus récent » que celui de droite – ce qui est vrai –, et de « plus meurtrier » – ce qui est manifestement faux¹².

Et comment pourrait-il l'être, du reste, quand on sait que le terrorisme des Brigades rouges – et autres groupes d'inspiration plus ou moins proche –, en choisissant des objectifs très ciblés (magistrats, policiers, militaires, patrons, journalistes, etc.), a pour but affiché de faire la guerre aux classes dominantes et à leurs serviteurs, alors que les groupes d'extrême droite frappent presque toujours à l'aveuglette, sans discrimination aucune, non pour alarmer tel ou tel groupe particulier mais en vue de *terroriser la société tout entière* pour mieux préparer les esprits à un rétablissement de l'ordre par la voie du coup d'État. Les actions des BR et le retentissement médiatique de l'assassinat d'Aldo Moro ont fait oublier, semble-t-il, à notre professeur que, si on s'en tient à une stricte – et fort sinistre, j'en conviens – comptabilité, les groupes nazis-fascistes ont tué bien plus que les autres.

Enfin, il ne suffit pas de dire, comme le fait ce politologue un peu distrait, que le terrorisme rouge est plus « récent » que le noir. Sans vouloir le moins du monde exonérer de leurs responsabilités les BR et autres groupes d'inspira-



Obsèques de Pietro Valpreda, mort le 08.08.2002

tion proche, on peut faire l'hypothèse que le terrorisme de gauche ne se serait probablement pas hissé au niveau atteint au cours de la seconde partie des années 70 si, dès la fin de la décennie antérieure, des groupes nazis-fascistes manipulés par des secteurs de l'appareil d'État italien n'avaient pris la responsabilité d'ouvrir toute grande la boîte de Pandore, dans le même temps que d'autres de ces secteurs cherchaient, contre toutes les évidences, à faire porter le chapeau aux anarchistes. En ce sens, on ne peut que donner raison à Luciano Lanza quand, dans l'introduction de son livre, il affirme que la tuerie de la piazza Fontana fut véritablement le point de départ des « années de plomb », « la mère de tous les massacres ».

Miguel Chueca

1. Cette époque va, en gros, de 1973 à 1981, bien qu'il serait plus logique d'en situer le début à la fin 69.

2. Je suis ici, très fidèlement, le récit que fait Luciano Lanza de ces

faits dans son livre *Bombe e segreti. Piazza Fontana 1969*, paru en 1997 aux éditions Elèuthera. Une version française de ce livre doit paraître prochainement aux éditions de la CNT-RP sous le titre *Les bombes et les secrets. La ténébreuse affaire de la piazza Fontana*.

3. Ces précisions procèdent de l'ouvrage *La strage di Stato*, qui exposait dès 1970 les résultats d'une contre-enquête conduite par des militants de la gauche extra-parlementaire.

4. On pourra lire le texte de cet article dans le livre de Luciano Lanza cité en note 2. Mais d'autres que ce folliculaire s'essuieront consciencieusement les pieds sur Valpreda, qualifié de « bête féroce » par La Nazione, de « bête obscène et répugnante » par *Il Secolo d'Italia*, de « fou sanguinaire » par *Il Tempo* (*La strage di Stato*, p. 133).

5. Le commissaire Fenêtre. Je rappelle que Calabresi sera assassiné le 17 mai 1972 à Milan, peu de jours après la mort en prison du jeune libertaire Franco Serantini. Il faudra attendre 1988 pour qu'un ex-militant de Lotta continua vienne avouer aux carabinieri de La Spezia sa participation supposée au meurtre, com-

mandité, selon lui, par les chefs de LC, Adriano Sofri et Giorgio Pietrostefani. Sur ce sujet, je ne peux que conseiller la lecture du magistral livre de Carlo Ginzburg, *Le juge et l'historien, considérations en marge du procès Sofri*, publié par les éditions Verdier en 1997.

6. Ravachol est de retour.

7. La crotte de nez : ce poétique surnom a été attribué à Delle Chiaie à cause de sa petite taille.

8. Ce bel élan avec lequel, tête la première, la presse italienne donne dans le panneau à la fin 69, on le retrouvera quelques années plus tard, en 1982, quand elle gèbera avec délices le mauvais plat que lui serviront les services secrets du pays en vue d'accréditer la thèse de l'implication de la Bulgarie « communiste » dans la tentative d'assassinat commise, le 13 mai 1981, sur la personne de Jean-Paul II par Ali Agca, pourtant membre d'une organisation d'extrême droite.

9. Ici encore, on se reportera au livre de Luciano Lanza.

10. La documentation française, 1996, p. 104. Jacques Georgel est, par ailleurs, l'auteur de livres sur le franquisme et le salazarisme.

11. Sur les liens du terrorisme noir avec les services secrets américains, on lira avec profit l'ouvrage de Jean-François Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio. Les réseaux secrets américains au cœur du terrorisme de droite* (Albin Michel, Paris, 1994).

12. L'Italie du xx^e siècle, p. 103. Dans l'émission de Daniel Mermet diffusée le 11 février dernier sur France-Inter, le jour même où on apprenait la nouvelle de l'arrestation de Cesare Battisti, une universitaire – dont je n'ai pas retenu le nom – affirmait que l'extrême droite est responsable des deux tiers des assassinats commis au cours des « années de plomb ».

Nathalie Ménigon en grève de la faim soutenons son combat contre la dictature carcérale !

Depuis le 16 février, Nathalie Ménigon a engagé sa vie dans un nouvel épisode de la lutte qu'elle mène avec les autres militant·e·s d'Action Directe qui ont subi, pendant de longues années, des conditions de détention d'exception. Ce n'est qu'au prix d'une résistance permanente qu'elles-ils ont pu survivre à l'arbitraire carcéral : pour sortir de l'isolement total auquel elles-ils étaient soumis-e·s, elles-ils ont dû mener deux longues grèves de la faim de plus de cent jours. Au début 2001, Jean-Marc Rouillan et Joëlle Aubron engageaient une nouvelle grève de la faim, cette fois-ci pour exiger un déblocage des parloirs, des soins et un suivi médical pour leurs deux camarades (Nathalie Ménigon et Georges Cipriani) à la

santé très dégradée par l'isolement et les désastreuses conditions de détention. Nathalie livre aujourd'hui un nouveau combat. Victime de deux accidents vasculaires cérébraux, en 1996 puis en 2001, elle n'a pas reçu les soins qu'exige son état de santé. L'Administration pénitentiaire continue à lui interdire l'accès aux séances de kiné indispensable à sa rééducation. Le deuxième accident vasculaire cérébral ne fut détecté que plusieurs mois après qu'il s'est produit. Alors que Nathalie se plaignait de violents maux de tête, l'AP, qui n'ignorait pas son passé médical, osa l'interner quelques jours dans un hôpital psychiatrique, en cellule de contention. La situation vient encore d'empirer : pendant des

années, Nathalie a été soumise à une véritable camisole chimique, et maintenant l'AP a décidé de lui supprimer tous ses médicaments, dont l'anticoagulant vital dans la prévention d'un nouvel accident vasculaire cérébral ! Les dirigeants de ce pays prétendent donner des leçons de démocratie et d'humanité à la terre entière, mais la répression qui s'applique chaque jour. Les militants italiens réfugiés sont pourchassés par la police et la justice, tel Cesare Battisti, récemment emprisonné et que l'on veut maintenant extraire, comme l'a été Paolo Persichetti en août 2002. La loi Kouchner, qui prévoit une suspension de peine pour les détenus gravement malades et dont la situation médicale ne saurait s'améliorer en prison. Mais par la voix de son procureur, le ministère de la Justice affirme que cette loi ne doit pas s'appliquer à Nathalie Ménigon, sous

prétexte que sa libération "troublerait l'ordre public". Nous n'avons aucune illusion sur le résultat de l'appel déposé par la militante d'AD, dont nous connaissons le résultat le 26 mars.

IL FAUT AGIR, LE TEMPS PRESSE !

Nathalie s'affaiblit très vite ; ses codétenues sont très inquiètes de la rapidité des effets de la grève de la faim sur son organisme épuisé par des années d'épreuves. Écrivez et téléphonez pour protester à la Chancellerie (DACG, 13 place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01, tél : 01 44 77 60 60), à la direction de l'Administration pénitentiaire (8-10, rue du Renard, 75004 Paris, tél. : 01 44 77 60 60.), au CD de Bapaume (chemin des Anzacs, 62451 Bapaume, UCSA ; tél. : 03 21 15 29 50) et adressez des messages de solidarité à Nathalie (2173J). 24 février 2004

La fenêtre de tous les mensonges - À contretemps, n° 40, mai 2011

Article mis en ligne le 13 octobre 2012, dernière modification le 23 janvier 2015

par [F.G.](#)

« Le contexte est le faux-fuyant des salauds, qui l'invoquent pour justifier leurs méfaits. Mais c'est aussi le critère indispensable à l'intelligence des choses. » **Adriano Sofri**



■ **Adriano SOFRI**

LES AILES DE PLOMB

Milan, 15 décembre 1969

Traduit de l'italien par Philippe Audegean et Jean-Claude Zancarini

Préface de Martin Rueff et Jean-Claude Zancarini

Lagrasse, Verdier, « Terra d'altri », 2010, 256 p.

S'il est des livres qu'il faut lire, et faire lire, parce qu'ils s'attachent à rétablir des vérités que les lourds mensonges d'État ont enfouies avec méthode sous les attendus de la chose (mal) jugée, *Les Ailes de plomb* en fait indiscutablement partie. Mais, au-delà de sa dimension documentaire – impressionnante –, ce livre, il faut aussi, surtout, le lire parce que, dans sa construction même, dans le montage et l'enchevêtrement des récits qu'il opère, dans la riche réflexion qu'il induit sur le langage du mensonge et le mensonge du langage, sur le nécessaire « corps à corps avec le contexte » d'une époque ravageuse, sur cette « saison de l'histoire » dont les repentis et leurs porte-plume n'ont retenue que sa seule dimension caricaturale, Adriano Sofri, son auteur, nous offre une œuvre d'une grande portée créatrice et d'une belle rigueur historique.

Le sujet du livre, c'est cette nuit du 15 au 16 décembre 1969, où Giuseppe Pinelli, cheminot anarchiste entendu par la police dans le cadre de l'attentat de la piazza Fontana survenu trois jours plus tôt, se tua en tombant de la fenêtre du bureau du commissaire Luigi Calabresi, au quatrième étage de la préfecture de police de Milan [1]. Reconstitué dans le moindre détail et dans toute sa dramaturgie, cet événement fondateur – la mort d'un homme que rien ne désignait comme coupable, sauf sa condition d'anarchiste – est évoqué sous la forme d'un long monologue où l'auteur s'adresse à une *ragazza* qui « ne connaît pas l'histoire d'hier », mais qui a « entrepris des

études de droit » et qui donc, selon toute probabilité, sera elle-même amenée à juger. Cette jeune fille, c'est à la fois une présence, un présent et la promesse d'une autre justice humaine. Comme si, du fond de cette noire nuit milanaise, pouvait percer, quarante ans plus tard, dans le regard d'une jeunesse vierge d'histoire, un éclat de lumière.

À travers ce choix narratif – raconter à quelqu'un qui n'en connaît rien l'histoire de Pinelli et ses suites –, Sofri, qui en fut à la fois *testis* et *superstes* (témoin en tiers et en première personne) [2], en fait un autre, celui de reprendre la totalité des actes, des instructions et des procès de cette très longue affaire pour prouver que le « malaise actif » [3] de Pinelli, autrement dit la vérité juridique, ne saurait résister à l'examen rationnel des « preuves » et à leur passage au crible de la critique, autrement dit à la vérité de l'historien.

Cette question de la vérité est au centre de la démarche de Sofri, non tant parce qu'il chercherait à en établir une de définitive et d'incontestable, mais parce que le démontage des « vérités » auquel il procède en dit beaucoup sur la manière dont les « vérités » du pouvoir, tantôt distribuées tantôt cachées, ont circulé dans l'espace et le temps de cette ténébreuse affaire. Au point, conclut-il, que ce brouillage a fini par rendre impossible la découverte de la vérité. Ce qu'il sait, Sofri, c'est qu'il est matériellement impossible que Pinelli se soit jeté par la fenêtre de la Questura dans l'intention de se suicider ou en proie à ce grotesque « malaise actif » dont on l'a crédité *post mortem*. Il le sait parce que tout le démontre. Ce qu'il ne sait pas, en revanche, ce qu'on ne saura probablement jamais avec certitude, c'est ce qui s'est produit *précisément*, dans la nuit du 15 au 16 décembre 1969, au quatrième étage de la préfecture de police. On peut tout au plus l'imaginer, ce qu'ont fait, au lendemain même du drame, les anarchistes milanais et les camarades de Sofri en indiquant que Pinelli avait été suicidé.

C'est un beau portrait du cheminot anarchiste que nous offre Sofri, un portrait fouillé, tout en nuances, psychologiquement étayé, le portrait d'un militant « plus tout jeune, fort et fier avec ses idéaux sociaux ». Cet anarchiste de la vieille école, qui « avait été estafette dans la résistance dès 1943, à 15 ans, dans les brigades Bruzzi-Malatesta », était le contraire d'une tête brûlée, ce que la police savait, et notamment Calabresi. Mais il savait aussi, Calabresi, que les intérêts supérieurs de l'État, dont il n'était finalement qu'un exécutant de basse condition, exigeaient que la police cherchât des coupables du côté de l'anarchie. Pour ce faire, il suffisait de puiser dans le vivier de ses jeunes adeptes insurrectionnalistes, dont l'exaltation de la violence révolutionnaire ne faisait mystère pour personne. Ces anarchistes-là, dont Pietro Valpreda fut présenté comme le parangon, allaient se révéler fort utiles dans le montage policier. Le reste était affaire de connexion. Précédant l'attentat de piazza Fontana, d'autres bombes avaient explosé dans des trains, et naturellement la police enquêta sur le cheminot Pinelli. Les relations entre Valpreda et Pinelli étaient mauvaises, mais ils s'étaient rencontrés à Rome, ce qui, naturellement, était, pour elle, le signe d'une connivence. Vieille tactique de l'amalgame.

Le problème, c'est que Pinelli, qui avait une certaine expérience en matière d'interrogatoires policiers, ne s'y laissa pas prendre et qu'il se contenta de dire la vérité, sa vérité, cette vérité qui fondait son anarchisme (plutôt non violent), y compris dans ses relations avec Valpreda, qu'il n'aimait pas, mais qu'il n'avait aucune raison de charger [4]. Alors, Calabresi joua son dernier coup, le plus tordu, en annonçant, de but en blanc, à Pinelli que Valpreda venait de « parler », ce qui relevait évidemment du « bourre-mou ». Le reste de l'histoire sera écrit, dans des termes

étrangement concordants, par Calabresi et ses acolytes : Pinelli aurait « blêmi », murmuré que « c'était la fin de l'anarchie » et sauté dans le vide.

Quelle meilleure preuve de culpabilité, directe ou indirecte, qu'un suicide en règle ! Le coup du « malaise actif » ne viendra que six ans plus tard, comme pour clore le dossier Pinelli, une fois que les soupçons se furent portés sur les néo-fascistes. Pour Sofri, la cause est entendue : « À moins d'adhérer au mystère tout-puissant du raptus, écrit-il, aucune des circonstances que nous avons envisagées ne s'accorde le moins du monde avec un suicide. Ce qui s'y accorderait, ce qui pourrait s'y accorder, c'est une complicité de Pinelli avec Valpreda. Mais Pinelli était tout sauf de mèche avec Valpreda et le malheureux Valpreda n'était même pas coupable. La complicité d'un innocent avec un innocent ne peut expliquer un suicide. » Et s'il n'y eut ni suicide ni accident, c'est que cette fenêtre de tous les mensonges ouvrait sur un contexte de guerre, dont la « stratégie de la tension » fut la toile de fond.

Ce contexte italien – que l'inculture historique post-moderne identifie le plus souvent à une pathologie ultra-violente dérivée du seul gauchisme –, Sofri le restitue dans toute sa complexité. L'année 1969, point d'orgue d'un mouvement social de grande ampleur avec son cortège de grèves sauvages, de manifestations offensives, de séquestrations diverses, fut également celle où, ponctuant une longue série d'attentats, la bombe de piazza Fontana sonna l'heure de la reprise en main. On sait, désormais, que cette stratégie du contre-feu, pensée en haut lieu, fut élaborée dans la claire intention de criminaliser les dissidences pour en finir avec la radicalisation ouvrière. En faisant porter aux anarchistes le chapeau du crime, et plus largement en accréditant l'idée d'un lien d'évidence entre violence sociale et terrorisme, il s'agissait de faire basculer l'opinion vers la droite et, éventuellement de la convaincre que seul un régime autoritaire du type de celui des généraux grecs pourrait, enfin, éradiquer le désordre social. Suffisamment puissante, la mâchoire du piège se referma sur l'opposition extra-parlementaire sans que l'État n'eût besoin de se défaire de son masque démocratique. Prise à témoin et largement travaillée par des faiseurs d'opinion tartinant à longueur de colonnes sur le « Monstre » Valpreda et la violence anarchiste, la société civile se rangea finalement dans le camp de la supposée raison d'État.

Ce qui s'est donc joué, à l'instant même où Pinelli basculait dans le vide, c'est la construction, de toutes pièces, d'une manipulation fondée sur la fabrication d'une vérité officielle occultant un mensonge de grande ampleur. Pour Sofri, Piazza Fontana marque très clairement cette « ligne de partage des eaux » qui délimite un avant et un après. Avant, voguant sur la vague montante des révoltes, le temps était à l'optimisme, comme si la dynamique des jours ne pouvait conduire qu'à l'émancipation collective. Après, c'est une toute autre affaire. La prescience de ce dont l'État – ou partie de l'État – est capable d'entreprendre pour briser ce mouvement ascendant induit forcément une autre manière d'envisager la lutte. C'est le temps où les positions se figent. Avant de basculer. Car la « stratégie de la tension » eut, entre autres avantages pour ses promoteurs, celui de rallier une partie de l'extrême gauche à la logique de la confrontation armée. Avec la certitude que, sur ce terrain, elle avait, en se criminalisant elle-même, toutes les chances de rendre l'État plus fort.

À la place qu'il occupa dans l'un des groupes influents de cette extrême gauche, Sofri vécut intimement ce moment – tragique – où s'opéra le passage de la parole à l'acte. « Contre la fausse monnaie de ceux qui persistaient à écrire le mot révolution sur la plaque de leur bureau tout en se gardant bien de la poursuivre dans leur vie, notre vérité de révolutionnaires, indique Sofri, a

longtemps consisté en une course mi-comique, mi-pathétique à l'outrance des paroles. » Et il poursuit : « C'était un jeu, de ceux qui entraînent trop loin. Les paroles sont indulgentes, elles permettent une outrance infinie, à l'abri du passage à l'acte. Les mots ne sont pas des pierres. Mais ils sont néanmoins exigeants, voire avides, et à force d'être prononcés, et assésés, et hurlés, ils finissent par demander des comptes. Les pierres ne sont pas des mots – on finit aussi par te le reprocher. Du coup, certains quittent l'abri et franchissent la ligne qui les sépare des actes. »

L'assassinat de Calabresi, le commissaire Fenêtre, le 12 mai 1972, marque indiscutablement ce franchissement de ligne. On a beaucoup reproché à Sofri, y compris du côté de ses anciens camarades de lutte, de refuser à qualifier de terroriste cet « assassinat politique ». Mais il y tient, et il réitère : cet « acte terrible » reste « l'action de quelqu'un qui, désespérant de la justice publique et se fiant à son propre sentiment, a voulu venger les victimes d'une violence trouble et aveugle ». Là encore, sauf à confondre la raison et la cause, l'histoire ne saurait être détachée du contexte d'une époque où la justice fut rendue au nom de la raison d'État. Quant à sa propre responsabilité – coresponsabilité, plutôt –, Sofri, et c'est tout à son honneur, ne la nie pas : « Si quelqu'un traduit en acte ce que j'ai moi-même prôné à voix haute, je ne peux me considérer comme innocent et encore moins comme trahi. J'en suis coresponsable. De cela seul, d'ailleurs, et de rien d'autre. D'aucun acte terroriste des années soixante-dix, je ne me sens coresponsable. Mais de l'assassinat de Calabresi, oui, je me sens coresponsable, pour avoir dit ou écrit, ou avoir laissé dire ou écrire, “Calabresi tu seras suicidé”. »

Pierre-Jean TOURMAN

Notes :

[1] Sur cet événement majeur de l'histoire italienne, nous renvoyons le lecteur au livre de Luciano Lanza, [*La Ténébreuse Affaire de la piazza Fontana*](#), Éditions CNT-Région parisienne, recensé par Freddy Gomez dans le n° 21 – octobre 2005 – d'À *contretemps*, pp. 25-26.

[2] En 1969, Adriano Sofri était l'un des dirigeants du mouvement Lotta continua, qui prit une part active dans la campagne de dénonciation du commissaire Calabresi. En 1988, sur la foi des dires de deux de ses anciens camarades, il fut accusé d'avoir commandité l'assassinat, en 1972, dudit commissaire. Condamné à vingt-deux ans de prison, Sofri a toujours clamé son innocence dans cet assassinat tout en s'y reconnaissant une part de responsabilité morale. À la date de la parution de son livre (2009 en Italie, 2010 en France), il purgeait toujours sa peine, bien qu'assigné à résidence à son domicile pour raisons médicales.

[3] À la suite d'une plainte déposée par Licia Rognini, veuve de Pinelli, le juge D'Ambrosio conclut, en 1975, que Pinelli avait été victime d'un « malaise actif » (*malore attivo*), caractérisé par une « soudaine altération du manque d'équilibre ». Ce qui fait dire à Sofri que, ce malaise ayant conduit Pinelli à se jeter activement par la fenêtre, il devait être « super-actif ».

[4] « Pinelli, précise Sofri, est un anarchiste à l'ancienne, il est de ceux qui “ne parlent pas”, à une époque en outre bien différente de celle à laquelle nous nous sommes habitués, après que des armées entières de criminels sanguinaires ont couronné leur déroute par la complaisance et le cannibalisme des “repentis”. »

Pinelli dans l'ombre des services



■ L'attentat perpétré le 12 décembre 1969 contre la Banque de l'agriculture, située Piazza Fontana, à Milan, marqua « un moment fondamental dans l'histoire de l'Italie de l'après-guerre » (Luciano Lanza). Précédée par les explosions du 25 avril et du 7 décembre de la même année et relayée, ce même 12 décembre 1969, par un autre attentat à Rome, la tuerie de Milan (16 morts et plus de 80 blessés) inaugura une stratégie de la tension aux funestes conséquences.

Principalement visés par le montage, les anarchistes avaient vu juste en parlant de « massacre d'État ». Au grand dam de la presse qui en déduisit une forte propension de leur part au délire et à la paranoïa. Et pourtant massacre d'État il y eut bien, opéré par des mercenaires fascistes travaillant pour des services secrets, italiens et étrangers, et couverts par des flics, des juges et des ministres, c'est-à-dire par une partie de l'appareil d'État italien, un massacre sciemment commis qui s'inscrivait dans une gradation et répondait à un objectif assumé : la préparation d'un coup d'État sur le modèle de celui des colonels grecs pour en finir avec le « communisme ». Cette stratégie eut, par ailleurs, pour effet induit de pousser une fraction de la gauche extra-parlementaire à répondre, en élevant le « niveau de la lutte » et sous forme armée, aux tentatives déstabilisatrices d'une droite extrême qui avait pris l'initiative de frapper la première et qui savait manipuler. Le principal effet de ce jeu pervers fut de faire entrer en crise presque tous les projets de changement radical de la société italienne – et ce jusqu'à nos jours, bientôt un demi-siècle plus tard.

Comme tout vient à qui sait attendre, la piste « nazi-fasciste » finit par intéresser quelques juges et journalistes, et ce d'autant que, sitôt assis sur les bancs de la justice, les suspects appartenant à ce bord-là étaient toujours innocentés. Ainsi, de fausse piste en fausse piste, le temps passa suffisamment pour que, recyclés les mercenaires du crime et revenus à de meilleurs procédés leurs commanditaires, la républicaine justice conclut tout bêtement, trente-six après l'attentat de Piazza Fontana, au non-lieu général. C'était le 3 mai 2005, en cassation, à Milan. Après avoir fait endosser le crime à d'autres, la déraisonnable raison judiciaire finit par ne l'imputer à personne et, ce faisant, par innocenter l'État, coupable du massacre.

Personnage emblématique de ce drame, Giuseppe Pinelli, le cheminot anarchiste retrouvé mort en tombant de la fenêtre du bureau du commissaire Luigi Calabresi, situé au quatrième étage de la préfecture de police de Milan, fut, chacun le sait aujourd'hui, la victime expiatoire de cette machination. Dans un livre en tous points remarquable, *Les Ailes de plomb*, Adriano Sofri¹ dressait, il y a quelques années, un portrait très subtil de « Pino », ce libertaire « fort et fier » de la vieille école qui avait été estafette dans la résistance dès 1943, à 15 ans, dans les brigades Bruzzi-Malatesta et qui était le contraire d'une tête brûlée – ce que la police savait, et notamment Calabresi.

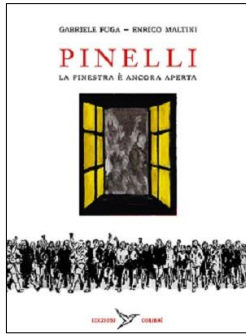
La fenêtre qui ouvrit sur la mort de Pinelli fut celle de tous les mensonges. Et c'est sans doute pour cela qu'elle est encore ouverte. Comme l'atteste la dernière enquête en date sur cette ténébreuse affaire, menée par Gabriele Fuga et Enrico Maltini, et dont nous donnons ici, en traduction française, la recension que Corrado Stajano en a faite, le 13 janvier 2017, dans les colonnes du *Corriere della Sera*.

– À contretemps. –

¹ Adriano Sofri, *Les Ailes de plomb. Milan, 15 décembre 1969*, Verdier, 2010.

Voir la recension de Pierre-Jean Tourman sur <http://acontretemps.org/spip.php?article346>

■ Gabriele FUGA - Enrico MALTINI
PINELLI. LA FINESTRA È ANCORA APERTA
 Milano, Edizioni Colibri, 2016, 272 p., ill.



La nuit de Pinelli n'a pas pris fin. Ce bureau-là en particulier reste encore un mystère. Qui étaient véritablement les hommes qui, innocents, coupables, complices, y ont passé des heures et des jours, et ont vu ce qui y était advenu ? Après une infinité de procès, instructions, jugements en première instance, appels, cassations, acquittements, condamnations, récusations, prescriptions, classement, rien n'est sûr. Presque un demi-siècle après, on sait seulement qu'un homme, le 12 décembre 1969, a franchi le porche de la préfecture de police de Milan, vivant, et qu'il en est ressorti mort. Tout le reste a une double ou triple facette et demeure problématique, ambigu, vaporeux. La passion d'une multitude de gens qui se sont battus, alors, au nom de la vérité sur ce cas symbolique de la dignité d'un pays, a été frustrée. Qui sait si Licia Pinelli croit encore à ce qu'elle déclara à un journaliste quand Pino mourut : « Si en Italie existe vraiment une démocratie, et tout cela est arrivé en démocratie, nous, la vérité, nous la connaissons. »

Vient juste de paraître un livre qui peut aider à trouver cette vérité manquante, à rouvrir l'enquête, l'instruction, le procès. Une contribution importante. Il s'intitule simplement *Pinelli. La finestra è ancora aperta* (Pinelli. La fenêtre est encore ouverte) ; l'ont écrit Enrico Maltini, professeur à l'université d'Agriculture, décédé l'année passée, et Gabriele Fuga, avocat pénaliste. Ce n'est pas un livre partisan même si les auteurs appartiennent à la mouvance anarchiste. Ce n'est pas un livre sectaire ; il est minutieusement documenté et ses pages ont un ton plus affligé que polémique. La volonté de comprendre prédomine, le doute reste permanent. Avec pour guide une attention particulière aux singularités – le bon Dieu, on le sait, se cache dans les détails, comme l'écrivait Flaubert.

Qu'y a-t-il au cœur de ce livre ? Un procès-verbal, peut-être. Le 8 octobre 1996, un officier et deux agents de la police judiciaire ont retrouvé, dans un dépôt de la via delle Circonvallazione Appia 132, à Rome, une énorme quantité de documents du Bureau des affaires réservées du ministère de l'Intérieur, les services secrets de l'époque : 400 dossiers, rien que sur le massacre de Piazza Fontana – disponibles depuis peu après avoir été numérisés par la Maison de la Mémoire de Brescia. Il s'agit de 150 000 fascicules d'actes d'instruction et de procédure : ce ne sont pas les fameux « cadavres dans le placard », mais il est sûr que, de n'avoir pas été retrouvées à temps, ces précieuses pièces de première main auraient risqué de finir au pilon sans laisser de traces. Leur découverte a, en tout cas, permis aux préfectures de Milan, de Venise et de Rome de rouvrir des enquêtes inabouties et d'interroger des protagonistes de ce tragique événement, jamais entendus jusqu'alors.

Certains, effrayés, menteurs, ont continué à se taire, à nuire par omission, comme dans un spectacle de Dario Fo. Mais d'autres, désormais à la retraite, dégagés de ce fait des ordres de leurs supérieurs et sans crainte pour leurs carrières, ont révélé des faits aussi inconnus que révélateurs.

Travaillant comme des chartreux sur les anciennes et les nouvelles pièces, les auteurs de ce livre sont parvenus à restituer le cas Pinelli dans un cadre plus large, non exhaustif, bien sûr, mais pouvant éclairer quelques-uns des trous noirs de l'affaire.

Aussitôt après le massacre de Piazza Fontana, quatorze fonctionnaires – haut gradés de surcroît – foncèrent à Milan avec, en bouche, le nom de l'assassin, Valpreda, cueilli à froid à partir des presque seules informations d'un indicateur. Parmi ces fonctionnaires : Silvano Russomanno, un ancien de la République de Salò (377^e bataillon Flak), interné après la guerre à Coltano, camp de concentration des républicains – le prolongement de l'État – et Elio Catenacci, directeur supposé des « Affaires réservées ». Le véritable metteur en scène et chef effectif des services était Federico Umberto d'Amato, décédé en 1996, qui termina sa carrière comme critique culinaire à *L'Espresso*. En trente ans, autre mystère, D'Amato ne fut jamais interrogé par les magistrats. On sait à présent que, en plus d'avoir des liens avec James Angleton, chef du

contre-espionnage de la CIA en Italie, il maintenait de très étroites relations avec Stefano delle Chiaie, leader d'Avanguardia nazionale et des conspirateurs fascistes. Ces informations, toujours niées par D'Amato (« je ne l'ai jamais vu »), sont aujourd'hui attestées par son second, Guglielmo Carlucci.

Quatorze fonctionnaires venus de Rome décidèrent donc de ce qu'il fallait faire, dictant la ligne à suivre, rédigeant les rapports que les flics de Milan, ensuite, signaient. Ces hommes-là, *incognito*, rôdaient via Fatebenefratelli², inconnus de ceux qui passaient alors par ce bureau. Les Romains n'avaient pas une grande considération pour les Milanais, complices obéissants. Seul le chef du bureau politique de la Préfecture, Antonio Allegra, lié à Russomanno, savait quelques vérités de plus que ses collègues ou subordonnés. Ce fut lui qui accompagna à Rome, par avion, le chauffeur de taxi Rolandi et qui le conduisit au Viminale³ auprès du chef de la police, Angelo Vicari, faisant bien attention de ne rien dire, comme il aurait dû le faire, aux magistrats. Ce fut encore lui qui, les jours suivants, dit à Vicari que, « au moment des faits, Pinelli était adossé à la fenêtre » – un détail, écrivent les auteurs du livre, qui « balaye les plongeurs et autres sauts félines rapportés par les sous-officiers présents, du lieutenant des carabinieri Lo Grano à Allegra et Calabresi eux-mêmes » (détentes félines, plongeurs, sauts soudains et fulgurants). Pinelli fut probablement tabassé, frappé, violemment poussé vers la fenêtre, puis tomba.

Comment se fait-il que, à l'exception du lieutenant des carabinieri, aucun des hommes présents dans le bureau n'ait eu cette minime lueur de pitié qui aurait dû les inciter à descendre dans la cour pour voir cet homme ? Probablement parce que, dans le cabinet du commissaire Allegra, on devait en toute hâte décider de ce qu'il fallait faire et dire aux journalistes. « Gravement soupçonné de participation au massacre, Pinelli voyait s'écrouler ses alibis. Un fonctionnaire l'avait confondu et lui, avait pâli (...) Dans le bureau, on était en train de parler d'autre chose. Une pause, quand Pinelli eut un mouvement imprévu, bondit vers la fenêtre entrouverte, car le local était enfumé, et se lança dans le vide. Ce suicide était un aveu évident », déclara le préfet Guida.

Qui était présent dans le bureau du quatrième étage de la Préfecture de police de Milan ces jours et cette nuit-là ? Il est impensable que l'interrogatoire de Pinelli, d'une grande importance pour toute l'enquête sur le massacre, ait été confié au seul commissaire Luigi Calabresi, dernier échelon de la hiérarchie. Où étaient Russomanno, Catenacci et les autres haut-gradés des services : Alberto d'Agostino, Ermanno Alduzzi, Guglielmo Carlucci ? Qui a fait irruption dans le bureau, en typique faux-jeton de la police, en hurlant que Valpreda avait parlé ? Cette nuit-là, devant cinq journalistes, Calabresi a validé les mensonges du préfet Guida. Il n'eut aucun geste de désapprobation ni même d'amertume, ce qui n'exclut pas qu'il ait pu être utilisé comme bouc émissaire par ses supérieurs et que d'autres soient les vrais responsables.

En mai 2009, le président de la République, Giorgio Napolitano, a évoqué la figure innocente de Pinelli comme « deux fois victime : d'abord de très lourds soupçons sans fondements, puis d'une fin soudaine, absurde ». Mais cela ne suffit pas, il manque un jugement. Le *Pinelli* de Fuga et Maltini peut y aider. Nous sommes là en présence d'un mauvais feuilleton malheureusement véridique, bourré d'espions, d'agents doubles, de diables, d'anges, de traîtres à la patrie, de victimes, de policiers de l'illégalité, de figurants d'un État qui n'a pas eu le courage de se juger lui-même.

Corrado STAJANO

Corriere della Serra, 13 janvier 2017

[Traduit de l'italien par Carlo Cinita.]

<http://acontretemps.org/spip.php?article632>

² Siègne de la Préfecture de police de Milan. [N.d.É.]

³ Ministère de l'Intérieur. [N.d.É.]

Les journées des bombes

Chronologie essentielle

1969

– 25 avril : deux bombes éclatent à Milan, au pavillon Fiat de la Foire et au bureau de change de la Banque nationale des communications de la gare centrale, causant quelques blessés légers. On arrête les anarchistes Eliane Vincileone, Giovanni Corradini, Paolo Braschi, Paolo Faccioli, Angelo Piero Della Savia et Tito Pulsinelli.

– 2 juillet : scission à l'intérieur du PSU, Partito socialista unificato, né le 30 octobre 1960 de la fusion du PSI et du PSDI.

– 5 juillet : crise du gouvernement triparti (DC, PSU, PRI), dirigé par Mariano Rumor.

– 5 août : Rumor est nommé à la tête d'un gouvernement uniparti démocrate-chrétien.

– 7 décembre : des bombes sont posées dans dix trains. Huit éclatent, en blessant 12 personnes.

– 12 décembre : quatre bombes explosent. L'une, placée à la Banque nationale de l'agriculture, située piazza Fontana à Milan, provoque 16 morts et une centaine de blessés. À Rome, une autre bombe explose à la Banque nationale du travail, et deux autres devant le Monument aux morts (*Altare della patria*), piazza Venezia, causant quatre blessés. On retrouve une autre bombe, qui n'a pas explosé, à la Banque commerciale de Milan, sur la piazza della Scala. Des artificiers la feront sauter quatre heures plus tard. La police procède à l'arrestation de nombreuses personnes, dont l'anarchiste Pietro Valpreda.

– 15 décembre : Pietro Valpreda est arrêté au tribunal de Milan, et transféré à Rome dans la soirée. Aux alentours de minuit, Pinelli tombe du quatrième étage de la préfecture de Milan.

À Vittorio Veneto, Guido Lorenzon se présente chez l'avocat Alberto Steccanella pour lui faire part de ses soupçons quant à l'implication d'un de ses amis, Giovanni Ventura, dans les attentats du 12 décembre.

– 16 décembre : le chauffeur de taxi Cornelio Rolandi identifie Valpreda comme le passager qu'il a transporté, dans l'après-midi du 12, à la piazza Fontana, tout près de la Banque nationale de l'agriculture.

– 17 décembre : conférence de presse des anarchistes milanais du Cercle Ponte della Ghisolfa, qui qualifient l'attentat de la piazza Fontana de « massacre d'État ».

– 20 décembre : près de 3 000 personnes participent aux funérailles de Pinelli.

– 26 décembre : Steccanella remet au procureur de Trévise un mémoire établi par Lorenzon.

– 31 décembre : le substitut de Trévise, Pietro Calogero, interroge Lorenzon.

1970

– 27 mars : Rumor forme un gouvernement quadriparti avec la DC, le PSI, le PSDI et le PRI.

– 15 avril : le commissaire Luigi Calabresi porte plainte contre Pio Baldelli, directeur de publication de l'hebdomadaire *Lotta continua*, qui l'accuse d'être responsable de la mort de Pinelli.

– 21 mai : le substitut de Milan, Giovanni Caizzi, demande le classement de l'enquête sur la mort de Pinelli, sous prétexte qu'elle serait une « mort accidentelle ».

– 3 juillet : le chef des magistrats instructeurs de Milan, Antonio Amati, accepte la proposition de Caizzi de classer l'enquête sur la mort de Pinelli.

– 22 juillet : attentat contre le train « La freccia del sud » : 6 morts et 139 blessés.

– 6 août : Emilio Colombo prend la tête d'un gouvernement quadriparti (DC, PSI, PSDI, PR).

– 9 octobre : début du procès Calabresi contre *Lotta continua*. La cour est présidée par Aldo Biotti. Michele Lener défend Calabresi. Les avocats de Baldelli sont Marcello Gentili et Bianca Guidetti Serra. Le procureur est Emilio Guicciardi.

– 7 décembre : le prince Junio Valerio Borghese, chef du Fronte nazionale, mène un coup d'État. Licio Gelli, chef de la loge maçonnique P2, devait se charger de l'enlèvement du président de la République, Giuseppe Saragat.

– 12 décembre : manifestation à Milan pour le premier anniversaire du massacre de la piazza Fontana. Durs affrontements entre policiers et manifestants. Mort de l'étudiant Enzo Santarelli, frappé à la poitrine par une grenade lacrymogène.

1971

– 13 avril : le juge d'instruction de Trévis, Giancarlo Stiz, lance un mandat d'arrêt contre trois nazis-fascistes vénitiens – Giovanni Ventura, Franco Freda et Aldo Trinco – accusés d'appartenir à une organisation subversive, pour trafic d'armes de guerre et pour les attentats commis à Turin en avril 1969 et contre des trains en août de la même année.

– 28 mai : acquittement des anarchistes jugés pour les attentats à la bombe du 25 avril à Milan. Ils sont cependant condamnés pour des délits mineurs : Della Savia est condamné à huit ans de prison, Braschi à six ans et dix mois, Faccioli à trois ans et six mois. Tito Pulsinelli est acquitté. Ils sont tous élargis.

– 7 juin : la cour d'appel de Milan accepte la demande de récusation du juge Biotti présentée par l'avocat Lener.

– 16 juillet : mort du chauffeur de taxi Rolandi, le seul témoin à charge contre Valpreda.

– 4 octobre : ouverture, à la demande de sa veuve, d'une nouvelle enquête sur la mort de Pinelli. Gerardo D'Ambrosio, juge d'instruction à Milan, lance un avis d'ouverture d'enquête pour homicide volontaire contre le commissaire

Calabresi et les agents de police Vito Panessa, Giuseppe Caracuta, Carlo Mainardi, Piero Mucilli, ainsi qu'à l'encontre du capitaine des carabinieri Savino Lo Grano.

– 21 octobre : D'Ambrosio ordonne la ré-exhumation du corps de Pinelli

– 24 décembre : Giovanni Leone est nommé président de la République.

1972

– 17 février : Giulio Andreotti forme son premier gouvernement : il n'est composé que de démocrates-chrétiens.

– 23 février : début du procès pour le massacre de la piazza Fontana devant la cour d'assises de Rome, présidée par le juge Orlando Falco. Le substitut du procureur est Vittorio Occorsio. Les accusés sont : Pietro Valpreda, Emilio Bagnoli, Emilio Borghese, Roberto Gargamelli, Enrico Di Cola, Ivo Della Savia, Mario Merlino, Ele Lovati Valpreda, Maddalena Valpreda, Rachele Torri, Olimpia Torri Lovati, Stefano Delle Chiaie. Après quelques audiences seulement, la cour se déclare incompétente.

– 4 mars : les magistrats de Trévise, Stiz et Calogero, demandent l'arrestation de Pino Rauti, fondateur d'Ordine nuovo et journaliste au quotidien *Il Tempo* de Rome, sous l'accusation d'être impliqué dans les activités subversives de Freda et Ventura.

– 6 mars : le procès sur l'affaire de la piazza Fontana est transféré à Milan.

– 15 mars : mort de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli. Son corps est retrouvé déchiqueté par l'explosion d'une bombe, au pied d'un pylône électrique à Segrate (Milan).

– 22 mars : les magistrats vénitiens Stiz et Calogero mettent Freda et Ventura en examen pour leur participation au massacre de la piazza Fontana.

– 26 mars : l'enquête de Stiz et Calogero passe, pour des raisons de compétence territoriale, à Milan. Le dossier est instruit par le juge D'Ambrosio, flanqué du procureur Emilio Alessandrini.

– 24 avril : le juge D'Ambrosio remet Rauti en liberté pour manque de preuves.

– 7 mai : élections anticipées. Rauti est élu député sur les listes du Movimento sociale italiano (MSI). Valpreda s'est présenté, sans succès, sur les listes présentées par Il Manifesto [mouvement issu d'une scission au sein du PCI].

– 17 mai : le commissaire Calabresi est assassiné à Milan.

– 31 mai : une bombe placée dans une voiture explose à Peteano (Gradisca d'Isonzo), en causant la mort de trois carabinieri et en blessant un autre.

– 26 juin : Andreotti se succède à lui-même à la tête d'un gouvernement intégré par la DC, le PSDI et le PLI.

– 13 octobre : la Cour de cassation transfère à Catanzaro le procès pour le massacre de la piazza Fontana.

– 10 novembre : découverte d'un arsenal dans une mesure proche de Camerino.

– 15 décembre : le Parlement adopte la loi numéro 773, qu'on baptisera « loi Valpreda ».

– 30 décembre : Valpreda et les autres militants anarchistes du Cercle du 22 mars encore détenus (Borghese et Gargamelli) sont relâchés. Merlino est également élargi.

1973

– 15 janvier : le SID aide à l'expatriation de Marco Pozzan, bras droit de Freda.

– 9 avril : Guido Giannettini, l'agent Z, est également expatrié par le SID.

– 17 mai : Gianfranco Bertoli lance une bombe contre la préfecture de Milan, qui cause quatre morts et quelque quarante blessés.

– 7 juillet : Rumor revient à la tête du gouvernement, soutenu par la DC, le PSI, le PSDI et le PRI.

– 28 septembre : Enrico Berlinguer écrit, dans *Rinascita*, son premier article en faveur du « compromis historique ».

1974

– 14 mars : cinquième gouvernement dirigé par Rumor, avec l'appui de la DC, du PSI et du PSDI.

– 28 mai : à Brescia, sur la piazza della Loggia, une bombe éclate au cours d'une manifestation appelée par le Comité unitaire antifasciste et par les syndicats : huit morts et presque cent blessés.

– 30 mai : Federico Umberto D'Amato est remplacé à la direction du bureau des affaires réservées du ministère de l'Intérieur.

– 20 juin : dans un entretien accordé à *Il Mondo*, Giulio Andreotti, ministre de la Défense, révèle que Giannettini est un agent du SID, et que Giorgio Zicari, journaliste au *Corriere della Sera*, est un informateur des services secrets.

– 4 août : attentat à la bombe contre le train Italicus, Rome-Monaco, au moment où il emprunte le tunnel de San Benedetto Val di Sambro (Bologne). Bilan : 12 morts et 48 blessés.

– 8 août : Giannettini se constitue prisonnier à l'ambassade italienne de Buenos Aires.

– 23 novembre : Aldo Moro forme un gouvernement DC-PRI.

1975

– 27 janvier : début devant la cour d'assises de Catanzaro du procès pour le massacre de la piazza Fontana. Les accusés sont : Franco Freda, Giovanni Ventura, Marco Pozzan, Antonio Massari, Angelo Ventura, Luigi Ventura, Franco Comacchio, Giancarlo Marchesin, Ida Zanon, Ruggero Pan, Claudio Orsi, Claudio Mutti, Piero Loredan, Gianadelio Maletti, Antonio Labruna, Guido Giannettini, Gaetano Tanzilli, Stefano Serpieri, Stefano Delle Chiaie, Udo Lemke, Pietro Valpreda, Mario Merlino, Emilio Bagnoli, Roberto

Gargamelli, Emilio Borghese, Ivo Della Savia, Enrico Di Cola, Maddalena Valpreda, Ele Lovati Valpreda, Rachele Torri, Olimpia Torri Lovati.

– 1 mars : Bertoli est condamné à la prison perpétuelle pour le massacre commis le 17 mars 1973 devant la préfecture de Milan. La condamnation sera confirmée en appel le 9 mars 1976.

– 27 octobre : le juge milanais D'Ambrosio clôt l'enquête sur la mort de Pinelli. Selon sa sentence, l'anarchiste est mort des suites d'un « malaise actif », c'est-à-dire un malaise qui l'a fait tomber par la fenêtre. Tous les suspects sont acquittés.

1977

– 1 octobre : Freda s'enfuit au Costa-Rica. Il sera arrêté et extradé en août 1980.

– 23 novembre : condamné par la cour d'assises de Catanzaro pour faux témoignage, le général Saverio Malizia, avocat-conseil du ministre de la Défense Mario Tanassi. Il est aussitôt remis en liberté.

1979

– 16 janvier : Ventura s'enfuit en Argentine.

– 23 février : premier jugement de la cour d'assises de Catanzaro. Freda, Ventura et Giannettini sont condamnés à la prison perpétuelle pour massacre, attentats et apologie de crime. Valpreda, acquitté pour insuffisance de preuves, est condamné à quatre ans et six mois pour association de malfaiteurs. Même peine contre Merlino. Gargamelli est condamné à un an et six mois pour association de malfaiteurs. La peine de deux ans prononcée à l'encontre de Bagnoli est suspendue. Les délits de faux témoignage reprochés aux proches de Valpreda et de Delle Chiaie sont déclarés prescrits. Maletti est condamné à quatre ans d'emprisonnement pour complicité et faux témoignage, Labruna à deux ans, Tanzilli à un an pour faux témoignage.

1980

– 4 avril : Francesco Cossiga forme un gouvernement DC, PSI et PRI.

– 30 juillet : la cour d’assises de Potenza acquitte le général Malizia, après que la Cour de cassation a annulé la sentence de la cour de Catanzaro du 23 novembre 1977.

– 2 août : une bombe éclate à la gare de Bologne, faisant 85 morts et des dizaines de blessés.

– 18 octobre : Arnaldo Forlani forme un gouvernement quadriparti (DC, PSI, PSDI, PRI).

1981

– 20 mars : la cour d’appel de Catanzaro absout Freda, Ventura, Giannettini, Valpreda et Merlino pour insuffisance de preuves. Elle condamne Freda et Ventura à 15 ans d’emprisonnement pour association subversive, pour les attentats du 25 avril à Milan et ceux qui ont été commis contre des trains le 9 août 1969. Les peines de Maletti et Labruna sont réduites de moitié.

– 28 juin : gouvernement DC, PSI, PSDI, PRI et PLI dirigé par Giovanni Spadolini.

– 24 août : la commission d’enquête parlementaire décide de classer les accusations contre Giulio Andreotti, Mariano Rumor, Mario Tanassi et Mario Zagari concernant leur implication dans les activités de *depistaggio* (création de fausses pistes) menées par le SID.

1982

– 10 juin : la Cour de cassation décide d’un second procès en appel à Bari, mais Giannettini ne figurera plus au banc des accusés.

1985

– 1 août : pour insuffisance de preuves, la cour d’appel de Bari acquitte Freda, Ventura, Valpreda et Merlino du délit de massacre. Elle confirme cependant les condamnations à 15 ans prononcées contre Freda et Ventura, et réduit les peines infligées à Maletti et à Labruna.

1986

– 1 août : Craxi se succède à lui-même à la tête du gouvernement.

1987

– 27 janvier : la première section de la Cour de cassation, présidée par Corrado Carnevale, repousse tous les recours présentés contre la sentence du 1^{er} août 1985, confirmant de la sorte toutes les décisions prises à Bari. Freda, Ventura, Valpreda et Merlino disparaissent définitivement de la scène judiciaire.

1988

– 13 avril : Ciriaco De Mita prend la direction d'un gouvernement DC, PSI, PRI, PSDI et PLI.

– 2 juillet : Leonardo Marino, ex-militant de Lotta continua, se présente devant les carabinieri de La Spezia. Vingt-quatre jours après, il signe le procès-verbal de son interrogatoire où il reconnaît son implication dans l'assassinat du commissaire Calabresi : il conduisait la voiture qui a amené le commando responsable sur les lieux du crime. Il accuse Ovidio Bompresi, un autre ex-militant de Lotta continua, d'avoir été l'auteur matériel de l'homicide. Adriano Sofri et Giorgio Pietrostefani, les deux leaders de l'organisation extra-parlementaire, en auraient été les commanditaires.

1989

– Janvier : le juge d'instruction Guido Salvini ouvre une nouvelle enquête sur la subversion de droite et le massacre de la piazza Fontana.

– 20 février : la cour d'assises de Catanzaro lave Delle Chiaie et Fachini de tout soupçon dans l'affaire de la piazza Fontana.

1991

– 12 avril : septième gouvernement Andreotti, avec la DC, le PSI, le PSDI et le PLI.

– 5 juillet : la cour d’assises de Catanzaro confirme l’acquittement de Delle Chiaie et Fachini dans l’affaire de la piazza Fontana.

1994

– 11 mai : Silvio Berlusconi constitue un gouvernement de centre-droit avec la participation de FI, de l’AN, de la LN et du CCD. Pour la première fois depuis l’après-guerre, l’Alliance nationale (ex-MSI) entre au gouvernement.

1995

– 13 mars : le juge Salvini dépose une ordonnance de renvoi pour jugement contre Nico Azzi, Giancarlo Rognoni, Mauro Marzorati, Francesco De Min, Paolo Signorelli, Martino Siciliano, Giambattista Cannata, Cristiano De Eccher, Massimiliano Fachini, Guido Giannettini, Stefano Delle Chiaie, Gianadelio Maletti, Giancarlo D’Ovidio, Guelfo Osmani, Michele Santoro, Licio Gelli, Roberto Palotto, Carlo Digilio, Franco Donati, etc.

– Avril : après l’ordonnance de renvoi pour jugement déposée par le juge Salvini, les substituts Grazia Pradella et Massimo Meroni sont chargés de l’enquête judiciaire, sous la direction de D’Ambrosio.

1996

– 17 mai : Romano Prodi forme un gouvernement de centre-gauche avec le PDS, le PPI, le RI, l’UD, les Verts et l’appui extérieur de RC. Pour la première fois depuis la fin de la guerre – à l’exception du gouvernement de l’immédiat après-guerre –, le PDS (Partito democratico della sinistra, ex-PCI) entre au gouvernement.

– 1^{er} août : mort de Federico Umberto D’Amato, ex-chef du bureau des affaires réservées du ministère de l’Intérieur.

– 4 octobre : l’expert Aldo Giannuli, chargé d’assister le juge Salvini, découvre 150 000 pièces appartenant au ministère de l’Intérieur, quoique non cataloguées, dans un dépôt situé sur la via Appia, à la périphérie de Rome.

1997

– 22 janvier : après un sixième procès, la Cour de cassation condamne définitivement Sofri, Pietrostefani et Bompressi à 22 ans d'emprisonnement. Le délit de Marino est déclaré prescrit.

1999

– 5 octobre : la Cour de cassation rejette la demande de révision du procès conclu le 22 janvier par la condamnation de Sofri, Pietrostefani et Bompressi. L'affaire Sofri étant donc définitivement close, une campagne est lancée pour inciter le gouvernement à prendre une mesure de clémence.

2000

– 11 mars : la 5^e cour d'assises de Milan condamne Carlo Maria Maggi, Francesco Neami, Giorgio Boffelli et Amos Spiazzi à la peine perpétuelle pour leur participation à l'attaque à la bombe contre le quartier-général de la police du 17 mai 1973. Gianadelio Maletti est condamné à 15 ans pour destruction et occultation de preuves.

– 28 novembre : mort de Gianfranco Bertoli.

2001

– 30 juin : la 2^e cour d'assises de Milan condamne Delfo Zorzi, Carlo Maria Maggi et Giancarlo Rognoni à la prison à vie pour le massacre du 12 décembre à Milan. Stefano Tringali écope d'une peine de trois ans pour complicité.

2002

– 7 juillet : mort de Pietro Valpreda.

– 27 septembre : la cour d'appel acquitte Carlo Maria Maggi, Francesco Neami, Giorgio Boffelli et Amos Spiazzi des accusations concernant l'attaque à la bombe du 17 mai 1973 contre la préfecture de police de Milan. Giandelio Maletti est innocenté.

2003

– 11 juillet : la Cour de cassation annule l'acquittement de Carlo Maria Maggi, Francesco Neami, Giorgio Boffelli et ordonne un nouveau procès en appel pour l'attentat contre la préfecture de Milan du 17 mai 1973. Amos Spiazzi et Gianadelio Maletti sont définitivement acquittés.

2004

– 12 mars : la cour d'appel de Milan annule les peines prononcées contre Delfo Zorzi, Carlo Maria Maggi et Giancarlo Rognoni pour le massacre de la piazza Fontana. Stefano Tringali, accusé de connivence, voit sa peine réduite de trois à un an de prison.

GIUSEPPE PINELLI: UNE HISTOIRE SEULEMENT NOTRE, UNE HISTOIRE DE TOUT LE MONDE

Projet du Centre d'Études libertaires (Centro Studi Libertari) / Archive Giuseppe Pinelli de Milan.

Ce projet a pour objectif une collecte de témoignages et de documents sur Giuseppe Pinelli, une reconstitution des actions menées au fil des années et le partage des éléments recueillis, afin de construire une histoire participative. Par le biais du "cheminot anarchiste", il sera ainsi possible de raconter une époque et de combler les lacunes présentes dans les documents et les compte rendus, et enfin fournir un outil de compréhension du monde d'aujourd'hui.

POURQUOI ?

Cinquante ans se sont écoulés depuis les faits de décembre 1969 : l'explosion d'une bombe à Piazza Fontana à Milan, les accusations portées au mouvement anarchiste et les arrestations qui en suivirent, la mort « mystérieuse » de Giuseppe Pinelli pendant son interrogatoire, le procès à Pietro Valpreda et le début de la saison dite de la « stratégie de la tension ».

Pendant presque cinquante ans, le travail accompli a permis, entre autre, de démanteler les premières versions et récits officiels, de réhabiliter le « cheminot anarchiste », et de découvrir les vraies motivations de l'attentat ainsi que l'enchevêtrement de faits qui ont caractérisé cette intense période de l'histoire italienne. Toutefois, il ne s'agit pas d'une histoire révolue, car aujourd'hui encore, il est capitale de connaître les dynamiques du pouvoir qui ont provoqué les événements, les hommes qui en ont été les protagonistes, ainsi que les conséquences sur toute une époque.

Pour toutes ces raisons, le Centre d'Études Libertaires a lancé le projet d'histoire publique *Giuseppe Pinelli : une histoire seulement notre, une histoire de tout le monde*. Ce titre – qui fait écho à celui du livre de Licia Pinelli, *Una storia quasi soltanto mia (Une histoire presque seulement à moi)* publié par Feltrinelli en 2009 – nous semble bien résumer l'idée qui nous anime.

En premier lieu, nous souhaitons brosser un portrait de Giuseppe (dit Pino) Pinelli, raconter son histoire et sa vie, non seulement comme militant anarchiste mais en tant qu'homme, non seulement comme victime mais en tant qu'acteur de l'univers dans lequel il a vécu. Ensuite, nous aimerions esquisser la dimension participative que nous souhaitons donner à notre travail : l'histoire de Pino a côtoyé beaucoup d'autres histoires et le sens des événements devrait être patrimoine de la société toute entière.

QUI SOMMES NOUS ?

Le Centre d'Études Libertaires et Archive G. Pinelli a été fondé en 1976 par les camarades de militance politique de Giuseppe Pinelli, dans le but de conserver l'histoire et la mémoire de l'anarchisme et repenser ce dernier en fonction du présent, pour en faire une référence alternative à la culture dominante.

Le Centre d'Études est une association à but non lucratif qui s'est principalement autofinancé mais qui a également bénéficié de dons.

Pour le projet présenté ici, le collectif de travail du Centres d'Études s'appuie sur la collaboration avec un comité scientifique dont le membre sont :

Claudia Pinelli • Silvia Pinelli

Giampietro Berti • Nicola Del Corno • Marcello Flores • Mimmo Franzinelli • Lorenzo Pezzica

LE PROJET

Le projet s'articule autour de trois points :

- Recueil documentaire et classement du matériel conservé au Centre d'Études et à l'archive personnel de Licia Pinelli (documents, lettres, photographies, coupures de presse) ;
- Reconstitution des faits afin d'éclaircir les conséquences et les mobilisations qui en sont découlées dans le domaine sociale, politique, artistique, dans le but d'identifier des documents intéressants aux fins du projet (mobilisations, enquêtes, initiatives) ;
- Réalisation d'interviews vidéo qui puissent recueillir le témoignage de ceux qui ont vécu les

événements et connu Giuseppe Pinelli.

Tous les matériaux recueillis et classés seront numérisés (2018).

2022

<http://unastoria.archiviopinelli.it> (la page principale du projet, d'où l'on peut accéder à tous les documents numériques)

<http://omeka.bida.im/s/pinelli/page/testimonianze> (collection de témoignages/interviews)

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLgsM796JQvn2dL5Yi4IVu7gs9kvFnOvq6>
(playlist de témoignages/interviews sur youtube -- ce sont toujours les mêmes)